



REPUBLIQUE DU BENIN



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)



**Mémoire en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de  
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES**

**Option :** Economie

**Filière :** Economie Appliquée

**THEME**

**LES DETERMINANTS DE L'INSECURITE  
ALIMENTAIRE ET SES EFFETS SUR LA  
QUALITE DE VIE DES MENAGES AU  
BENIN : CAS DE LA COMMUNE  
D'APLAHOUE**

**Réalisé et soutenu par :**

**ASSOU** Lavagnon Félicien

**&**

**SOUMA** Moustapha

**Sous la direction de :**

**Maître de stage :**

**M. DANHOUNDO** Firmin

Economiste à la DIR/DGAE

**Maître de mémoire :**

**Dr. TOBOSSI** Cossi Gilles

Enseignant à la FASEG/ UAC

**ANNEE ACADEMIQUE : 2015 - 2016**

## **AVERTISSEMENT**

**LA FACULTÉ DES SCIENCES ECONOMIQUES  
ET DE GESTION (FASEG) N'ENTEND DONNER  
NI APPROBATION, NI IMPROBATION AUX  
OPINIONS ÉMISES DANS CE MÉMOIRE. CES  
OPINIONS DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES  
COMME PROPRES À LEURS AUTEURS.**

## DEDICACES 1

A

- mon père Sétó C. **ASSOU** pour tout ce que tu fais pour moi ;
  
- ma mère Kowadé C. **TOHINNOU** pour tes soutiens matériels, financiers et spirituels, que Dieu te comble de ses grâces ;
  
- mon grand frère Vincent de Paul **ASSOU** pour tes soutiens financiers et tes conseils tout au long de mon cursus scolaire.

Félicien Lavagnon **ASSOU**

## DEDICACES 2

A

- ma mère Maïmouna **IDRISSA**, qui m'a donné la vie et l'éducation ;
  
- mon père Hassane **SOUNA** toi qui a eu le mérite de m'instruire, que ce travail soit le fruit de tes ambitions ;
  
- mon oncle Aboubakar **SOUNA** et son épouse Mélanie **AGUEH**, pour les soutiens financiers et les conseils tous au long de mon étude.

Moustapha **SOUMA**

## REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire ne serait chose faite sans l'aide de certaines personnes à qui nous devons une reconnaissance particulière. Nous adressons donc nos vifs remerciements à l'endroit de :

- Dr Gilles Cossi **TOBOSSI**, pour avoir accepté de diriger ce travail, malgré ses multiples occupations, pour ses nombreux conseils et orientations, sa rigueur et le goût du travail bien fait;
- Professeur Charlemagne **IGUE**, le Doyen de la FASEG;
- Dr Théophile **WOTO**, le Vice Doyen de la FASEG;
- Mr Aristide **MEDENON**, le Directeur de la DGAE;
- Mr Firmin **DANHOUNDO**, économiste à la Direction de l'Intégration Régionale (DIR), notre maître de stage, dont la collaboration nous a aidés à surmonter les difficultés pratiques de notre stage;
- Mr Faustin **GUIDI**, économiste au Comité National de Politique Economique pour son suivi inconditionnel et ses multiples conseils ;
- Tout le corps enseignant de la FASEG, pour leur disponibilité permanente;
- Tous les agents de la Direction de l'Intégration Régionale qui nous ont aidés pour diverses informations dans le cadre de la réalisation de ce mémoire;
- Mes grandes sœurs Rosaline, Eugénie, Georgette et Justine **ASSOU** qui n'ont ménagé aucun effort pour accompagner ce travail ;
- Mes frères et sœurs Akim, Roukayatou, Moubarak, Fouade, Madjide, Imrane, Faosiath, Assamaou et Mouhamed-Bachir **SOUNA** qui m'ont toujours soutenu ;
- Mes frères Pierre, Roger et Sévérin **ASSOU** pour les multiples sacrifices consentis dans le cadre de l'élaboration de ce travail ;
- Mes cousins et cousines Souley, Djibril, Raïnaton, Safaou, Faïrouz et Sefoudine pour leur soutien et encouragement ;
- Mes amis Rocard, Basile, Emile, Daniel et Sébastien pour leur franche collaboration dans la réalisation de ce travail, recevez ceci en signe de ma gratitude ;
- Mon cousin Abdoulaziz **ABOUBAR** et son épouse Oumoukèrou **SALE MALI** pour leur soutien permanent ;
- Mes amis Bienvenue, Nourou-Dine et Norbert pour leur collaboration
- Tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail.

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : niveau d'instruction et maladies en périodes de pénurie alimentaire .....	31
Figure 2: Sources principales de revenu et consommation alimentaire .....	32

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon le sexe et par arrondissement.....	24
Tableau 2 : niveau d'instruction des enquêtés (chefs ménages) .....	25
Tableau 3 : sources de revenu principales des ménages enquêtés .....	26
Tableau 4 : période de difficultés à se nourrir.....	26
Tableau 5 : vulnérabilité des couches défavorisées.....	27
Tableau 6 : nombre de repas pris par jour en période de pénurie alimentaire .....	28
Tableau 7 : niveau de satisfaction pendant la période de pénurie alimentaire .....	29
Tableau 8 : objectifs d'utilisation des produits agricoles .....	29
Tableau 9 : nombre de repas par jour pendant la période d'abondance alimentaire .....	30
Tableau 10 : problèmes sociaux auxquels sont confrontés les ménages en période de pénurie alimentaire .....	33

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>AGVSA</b>	Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire
<b>AGVSAN</b>	Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition
<b>BIDOC</b>	Bibliothèque Centre de Documentation
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>CAD</b>	Cellule d'Appui au Développement
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CMA</b>	Conférence Mondiale sur l'Alimentation
<b>DANIDA</b>	Danish International Development Agency
<b>DGAE</b>	Direction Générale des Affaires Economiques
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FIDA</b>	Fond International pour le Développement Agricole
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>FSA</b>	Faculté des sciences Agronomiques
<b>IFAD</b>	International Fund for Agricultural Development
<b>INSAE</b>	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
<b>MCA</b>	Monographie de la Commune d'Aplahoué
<b>OMD</b>	Objectif du Millénaire pour le Développement
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONASA</b>	Office Nationale d'Appui à la Sécurité Alimentaire
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PCN</b>	Programme Communautaire de Nutrition
<b>PDC</b>	Plan de Développement Communal
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PILSA</b>	Projet d'Intervention Locales pour la Sécurité Alimentaire
<b>PPSA</b>	Projet Pilote de Sécurité Alimentaire
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et financiers
<b>PUASA</b>	Programme d'Urgence d'Appui à la sécurité Alimentaire
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>SCRP</b>	Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
<b>SICIAV</b>	Système d'Information et de la Cartographie sur l'Insécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité
<b>SMA</b>	Sommet Mondial de l'Alimentation
<b>SONAPRA</b>	Société Nationale pour la promotion Agricole
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UNICEF</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE CONTEXTUEL DE L'ETUDE.....	3
CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	8
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE .....	8
SECTION 2 : METHODOLOGIE DE L'ETUDE .....	21
CHAPITRE 3: ANALYSE STATISTIQUE ET VERIFICATION DES HYPOTHESES .....	24
SECTION 1: ANALYSE STASTIQUE.....	24
SECTION 2 : VERIFICATION DES HYPOTHESES ET RECOMMANDATIONS .....	34
CONCLUSION.....	37
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	38
ANNEXES .....	a
TABLE DES MATIERES.....	g

## RESUME

La présente étude intitulée « *déterminants de l'insécurité alimentaire et ses effets sur la qualité de vie des ménages au Bénin : cas de la commune d'Aplahoué* », vise essentiellement à analyser et expliquer les facteurs qui influencent le niveau d'insécurité alimentaire des ménages béninois en général et de la Commune d'Aplahoué en particulier.

Malgré la croissance de la production alimentaire à l'échelle mondiale, on constate que le problème de la faim demeure une réalité quotidienne pour de nombreuses populations y compris celle de notre pays. Cette situation est amplifiée par la hausse généralisée des prix. Paradoxalement, les populations rurales qui assurent la production alimentaire constituent également la majeure partie des couches les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Ainsi, l'analyse de la statistique descriptive a permis de mettre en évidence l'association entre certaines caractéristiques des ménages et leur niveau d'insécurité alimentaire. En définitive, les variables telles que la taille, le niveau d'instruction, la source de revenu des ménages, la fréquence du repas, les maladies fréquentes et les problèmes sociaux fréquents sont des déterminants de l'insécurité alimentaire des ménages. Cependant, ces facteurs ont d'énormes conséquences sur la qualité de vie des ménages.

## INTRODUCTION

La sécurité alimentaire constitue aujourd'hui un enjeu important pour toutes les nations car leur survie en dépend. Ce phénomène est indu par plusieurs facteurs. Ainsi, dès le début des années 70, lors de la crise alimentaire mondiale, gouvernements et organisations pour le développement, dont la Banque Mondiale, considéraient la faim comme, avant tout, un problème d'offre et de disponibilités alimentaires. La sécurité alimentaire devait être assurée par l'autosuffisance alimentaire à l'aide de l'augmentation de la population, les subventions à la consommation et le stockage de produits alimentaires de base. Mais force est de constater qu'en plein XXI<sup>e</sup> siècle, la situation alimentaire et agricole mondiale est affligeante : la faim sévit dans de nombreux pays et la plupart des paysans ne peuvent pas vivre du travail de leur exploitation. Ainsi, bien que beaucoup d'efforts aient été fournis ces dernières décennies pour produire davantage, l'insécurité alimentaire persiste. La croissance des revenus des ménages s'est alors avérée nécessaire. Plusieurs études ont montré que pour lutter efficacement contre la pauvreté alimentaire, il faut non seulement chercher à augmenter la capacité de production alimentaire, mais aussi, assurer une croissance durable du revenu des pauvres. Car augmenter les aliments disponibles ne suffit pas. Il faut que les populations disposent de moyens pour les acquérir (Zonon, 2011).

L'Afrique sub-saharienne, l'une des régions les plus pauvres de la planète, souffre de la faim et de la malnutrition. L'agriculture est un instrument puissant pour entraîner la croissance, surmonter la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire. Il faut que sa productivité augmente pour que d'autres secteurs de l'économie puissent connaître une expansion. Toutefois, pour accélérer cette progression, il est indispensable de réaliser d'importants gains de productivité dans la petite agriculture et aussi de fournir un appui plus efficace aux millions de personnes qui survivent en pratiquant une agriculture de subsistance et qui habitent, pour la plupart, dans des régions isolées. En effet, les performances du secteur agricole déterminent à la fois la disponibilité et l'accès aux denrées alimentaires pour la majeure partie de la population. Par conséquent, l'instabilité du secteur agricole a d'importantes répercussions sur le prix des produits alimentaires et les revenus des ménages.

A l'instar des pays sub-sahariens, le Bénin, l'un des plus petits pays pauvres d'Afrique a une économie reposant sur l'agriculture de subsistance. Elle représente 75% des recettes d'exportation de produits locaux, 35% du Produit Intérieur Brut (PIB). Le secteur emploie plus de 70 % de la population active. Il connaît une panne de croissance économique avec un

taux de croissance qui stagne à moins de 4% par ans depuis le début des années 2000 (AGVSA, 2013). Plus récemment, le pays a été touché par la hausse des prix alimentaires en 2008 et des catastrophes naturelles dont les inondations meurtrières en 2010 et la sécheresse dans le nord du pays en 2011 avec leurs impacts sur la disponibilité et l'accès aux denrées essentielles.

Face à ces phénomènes, plusieurs ménages rencontrent d'énormes difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Cette situation a suscité en nous l'ambition de mener quelques réflexions sur le thème « *Déterminants de l'insécurité alimentaire et ses effets sur la qualité de vie des ménages au Bénin : cas de la Commune d'Aplahoué* ».

Le développement de ce thème s'articulera autour de trois chapitres. Le premier aborde le cadre contextuel, le second aborde le cadre théorique et méthodologique de l'étude et le troisième traite de la présentation des données, de l'analyse des résultats et des suggestions.

## **CHAPITRE 1 : CADRE CONTEXTUEL DE L'ETUDE**

### **1. CONTEXTE DE L'ETUDE**

La plupart des discours des institutions internationales sur la pauvreté, mettent en exergue sa connotation multidimensionnelle. En fait, elle a toujours existé sous diverses formes dans la vie des populations et peut se caractériser par le chômage, l'analphabétisme, la faim, la malnutrition, la maladie, les difficultés d'accès aux facteurs de production (terre, crédit et technologie).

La faim, considérée comme la plus typique et la plus tragique manifestation de la pauvreté, est une réalité niée par les porte-paroles officiels des élites dirigeantes. Les résultats de l'AGVSAN 2008 montrent que 12% des ménages soit 972 000 personnes sont en insécurité alimentaire et 1 048 000 personnes sont considérées à risque d'insécurité alimentaire (13,2%) avec une forte proportion en milieu rural. En effet, d'après le rapport de cette analyse, la proportion de personnes estimées en insécurité alimentaire en milieu rural (15,3%) est près de deux fois supérieure à celle en milieu urbain (7,9%). A priori, les zones rurales garantes de la production agricole et tributaires pour leur survie de l'agriculture ne devraient pas connaître des problèmes d'alimentations aussi importants pour leurs populations. Ces chiffres, bien qu'apparemment peu alarmants, interpellent dans le contexte actuel de la crise alimentaire mondiale qui à couter 10 281 000 000 FCFA au gouvernement béninois dont 6 121 000 000 FCFA au profit du PUASA selon le rapport de la DGAE portant sur l'impact des crises énergétique et alimentaire sur le cadre macroéconomique et la pauvreté au Bénin. Il nous a semblé pertinent de faire cette étude pour rendre compte de la situation d'insécurité alimentaire au Bénin. En effet, dans la Commune d'Aplahoué, les manifestations de la pauvreté alimentaire pourraient être encore plus diversifiées.

Au regard de tout ce qui précède, il s'agira fondamentalement à travers cette étude, d'évaluer l'impact de certains facteurs clés liés aux caractéristiques des ménages dans la réduction de l'insécurité alimentaire dans sa dimension accessibilité.

### **2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU SECTEUR AGRICOLE**

Le secteur agricole, comme mentionné plus haut, est l'un des maillons clés de l'économie du Bénin. Il représente plus de 75% des recettes d'exportation de produits locaux, 35% du PIB du pays et emploie plus de 70% de la population active (AGVSA, 2014).

L'agriculture est l'un des secteurs prioritaires identifiés par la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté pour stimuler l'économie (SCRP, 2011-2015). Depuis 2009, le gouvernement a entrepris de grandes réformes dans le but d'augmenter la production et la croissance. Ces réformes s'articulent autour d'un meilleur encadrement des producteurs par le recrutement des agents vulgarisateurs, une meilleure organisation des filières, des réformes au niveau de la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA) et de la filière coton, la mécanisation progressive de l'agriculture et la distribution d'intrants. La vision du gouvernement a été de faire du Bénin une puissance agricole à l'horizon 2015. Mais le renforcement de la production par la mise en place des mesures incitatives aux producteurs, la mécanisation effective et généralisée de l'agriculture, la mise en place des moyens de conservation et de stockage restent des défis à relever.

La production agricole est concentrée autour de deux catégories de cultures à savoir: les cultures vivrières et les cultures de rente essentiellement dominées par le coton.

Les principales cultures vivrières sont les céréales (maïs, sorgho, mil et riz), les racines et tubercules (manioc, igname, patate douce, pomme de terre, taro, etc.), les légumineuses (haricots, niébé, soja et voandzou) et les oléagineux (arachides, noix de palme, etc.). Une grande partie de la production agricole y compris des secteurs de la pêche et de l'élevage fournit l'essentiel des denrées alimentaires consommées au Bénin. Mais la production de ces aliments de base est largement tributaire des conditions climatiques. Le coton et le palmier à huile sont les principales cultures de rentes avec l'anacarde, l'ananas, le manioc, le riz et les crevettes.

Les principaux produits agricoles d'exportation sont le coton, l'anacarde, l'ananas et le bois d'œuvre mais le coton est la seule filière véritablement organisée. La production animale est dominée par les pratiques traditionnelles d'élevage. Les principales espèces élevées sont les bovins, les caprins, les porcins et les volailles. La production halieutique, caractérisée par les pêches continentales, maritime et l'aquaculture n'a pas encore connu un développement subséquent à l'échelle industrielle

Il faut souligner que l'irrigation au Bénin demeure embryonnaire malgré le fait que le pays dispose d'importantes ressources hydro-agricoles réparties sur toute l'étendue du territoire national.

Le Bénin possède donc un immense potentiel en terres agricoles apte à répondre à une agriculture diversifiée. Cependant, les revenus et la productivité sont faibles et la force du

travail n'est que partiellement valorisée, ce qui rend très peu compétitifs les produits agricoles. La plupart des exploitants ont très peu recours aux intrants et s'adonnent à des pratiques d'exploitation minière qui accentuent la dégradation des ressources naturelles.

### 3. APERÇU SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE AU BENIN

#### 3.1. Les dimensions de la sécurité alimentaire

La notion de la sécurité alimentaire est apparue en 1974 et dès lors est devenue une grande préoccupation de la FAO et de tous les gouvernements du monde dont celui du Bénin. Selon le Sommet Mondial de l'Alimentation tenu en 1996, la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Cette définition présente quatre dimensions principales de la sécurité alimentaire :

- **la disponibilité physique des aliments** : la disponibilité alimentaire porte sur le « côté de l'offre » de la sécurité alimentaire et est déterminée par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provisions et le commerce net ;
- **l'accès économique et physique des aliments** : de bonnes provisions alimentaires au niveau national ou international ne garantissent pas en soi la sécurité alimentaire des ménages. Les inquiétudes par rapport à l'accès insuffisant aux aliments ont mené à une concentration sérieuse des politiques sur le revenu, les dépenses, le marché et le prix des aliments pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire ;
- **l'utilisation des aliments** : l'utilisation porte sur la façon dont le corps optimise les différents nutriments présents dans les aliments. De bonnes pratiques de soins et d'alimentation, de préparation des aliments, de diversité du régime alimentaire et de distribution des aliments à l'intérieur du ménage ont pour résultat un apport adéquat d'énergie et de nutriments. Ceci s'ajoute à une bonne utilisation biologique des aliments consommés, et détermine l'état nutritionnelle des individus ;
- **la stabilité des trois autres dimensions dans le temps** : même si votre apport alimentaire est adéquat aujourd'hui, vous êtes toujours considéré à risque de souffrir d'insécurité alimentaire si, sur base régulière, vous avez un accès inadéquat aux aliments, et vous risquez une détérioration de votre état nutritionnel. Les conditions climatiques défavorables (sécheresse, inondation), l'instabilité politique (troubles

sociaux), ou des facteurs économiques (chômage, augmentation du prix des aliments) pourraient avoir un impact sur votre état de sécurité alimentaire.

Toutes ces quatre dimensions doivent être appliquées simultanément afin d'atteindre tous les objectifs de la sécurité alimentaire. Compte tenu des objectifs de notre étude, nous nous intéresseront uniquement aux deux premières dimensions de la sécurité alimentaire.

### **3.2. Les disponibilités alimentaires au Bénin**

La disponibilité alimentaire est une dimension importante de la sécurité alimentaire liée à la production domestique. La couverture des besoins alimentaires des populations de façon interne doit être assurée essentiellement par les trois composantes de la production agricole que sont la production vivrière, la production animale et la production halieutique.

L'évolution de la production nationale de maïs des dix dernières années montre que le maïs est la denrée de base la plus cultivée. Sa disponibilité au niveau national est globalement satisfaisante. Les campagnes 2006-2007, 2008-2009 et 2011-2012 présentent des productions légèrement au-dessus de la moyenne de ces dix dernières années, respectivement de 22, 16 et 25%. Au Bénin, le maïs est utilisé à la fois comme denrée de base (dans le sud, centre et certaines régions du nord) et denrée de rente (dans le nord).

En 2012, la production agricole est en légère baisse par rapport à l'année précédente. Ainsi, la production céréalière a baissé de 0,7% avec une production de 1 533 871 tonnes en 2012. La production vivrière a connu un repli d'environ 3 dû à l'insuffisance des intrants agricoles dans certaines localités et, dans une moindre mesure, à des inondations qui ont emporté une partie de la production rizicole. La production de tubercules a diminué de 4,8% (6 124 823 tonnes en 2012). Les cultures de rente (coton, arachide, ananas, canne à sucre et tabac) dominées par le coton ont connu une baisse de 21,4% par rapport à 2011 avec une production totale de 817 663 tonnes en 2012. La production du coton, principale devise d'exportation du pays a baissé de 9,5% avec une production de 240 028 tonnes en 2012 (AGVSA 2014).

### **3.3. Les dépenses alimentaires des ménages béninois**

Les dépenses consacrées à l'alimentation au sein des ménages constituent une bonne mesure pour apprécier l'accès (en particulier économique) des populations aux aliments puisque le niveau de ces dépenses est lié au revenu des ménages et aux prix des denrées alimentaires sur le marché. Au niveau national, la part des dépenses consacrées à l'alimentation représente 46% du budget des ménages. La part des dépenses allouées à l'alimentation est plus élevée

chez les ménages des départements de l'Alibori (68%), l'Atacora (59%), le Plateau (52%), le Couffo et la Donga (50%).

La part des dépenses consacrées à l'alimentation est plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines du pays. Dans les zones rurales, les ménages consacrent 51% de leurs dépenses à l'alimentation; dans les régions urbaines, ils y consacrent 43%. A Cotonou (Littoral), les dépenses alimentaires représentent 37% des dépenses. Malgré les différentes approches entre les enquêtes AGVSA 2008 et 2013 pour estimer la part des dépenses consacrées à l'alimentation, au niveau national le taux est resté stable depuis 2008 (AGVSA 2014).

### **3.4. Diagnostic global de la sécurité alimentaire**

De façon générale, les productions nationales assurent dans une mesure non négligeable l'autosuffisance pour les céréales, les tubercules et les légumineuses. Cette autosuffisance alimentaire demeure néanmoins précaire. En effet, il subsiste encore des disparités régionales du niveau de production alimentaire que les problèmes de desserte rurales (mauvais état des routes) et ceux à caractères technique et saisonnier (faible performance des systèmes de stockage, de transformation et de conservation) contribuent à accentuer. De plus, il est enregistré la persistance de poches d'insécurité alimentaire résultant des difficultés d'accès à l'alimentation pour une frange non négligeable de la population surtout dans le milieu rural.

Cette insécurité alimentaire dont la cause principale est la pauvreté, touche beaucoup plus les femmes et les enfants qui souffrent de pénurie alimentaire de manière cyclique ou même chronique. Cette situation est aggravée par les effets des aléas climatiques, le fort taux d'accroissement démographique, la mauvaise gestion du disponible vivrier, l'enclavement, l'inaccessibilité à l'eau potable, les pertes alimentaires liées à la pollution des produits chimiques, aux méthodes de conservation, de transformation et de surexploitation des lacs et des lagunes par des pêcheurs de plus en plus nombreux.

La sécurité alimentaire est un concept intégré où plusieurs secteurs interviennent à savoir agriculture, santé, transport et communication etc. On ne saurait dire au niveau d'un seul secteur quand elle serait atteinte. Pour les crises alimentaires connues par le Benin, leur gestion se fait par l'ONASA grâce à la stratégie de stock tampon de produits vivriers et à l'appui des PTF. Cette stratégie a été renforcée récemment lors de la dernière crise alimentaire de 2007 par la mise en œuvre du PUASA.

## CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Le deuxième chapitre de ce mémoire s'articule autour de deux grands points. La première section présentera le cadre théorique de l'étude. Dans la deuxième section, il s'agira de présenter la méthodologie de recherche utilisée dans le cadre de notre étude.

### SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Il est présenté dans cette première section le problème que pose le thème de notre étude, ses objectifs et hypothèses.

#### PARAGRAPHE 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE L'ETUDE

##### A. PROBLEMATIQUE

Plusieurs spécialistes des questions de la faim tel que **Josué de Castro**, ont suffisamment montré que l'histoire du développement des sociétés a toujours été l'histoire de la lutte pour son pain quotidien.

Malgré les efforts fournis pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) visant l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, force est de constater que la survie d'une grande partie de la population mondiale est en effet menacée par toute une série de facteurs : aléas climatiques, mauvaise gouvernance, détérioration des services d'Etat en matière de santé, d'éducation et d'économie, conflits, crises économiques. Pour révéler le manque ou l'insuffisance des éléments nutritifs nécessaires pour maintenir un individu en état de bonne santé, la faim demeure l'une des questions économiques les plus préoccupantes. « *Une personne qui a faim est exposée aussi bien à la maladie qu'à l'ignorance. Du fait de sa vulnérabilité, elle devient plutôt une charge sociale qu'un agent de développement* ». (CASTRO, 1961). Ainsi, pour pallier le phénomène de la faim, les Etats africains ont à l'œil l'agriculture qui constitue pour la plupart leur source de revenu.

La production agricole occupe une place importante dans la vie économique de tout pays. Au Bénin, elle constitue la principale source de la création de richesse et est une source de devises importantes. Plus de 60 % des actifs masculins et 35,9 % des actifs féminins réellement occupés exercent une profession agricole. La contribution du secteur agricole au

PIB a évolué de 32,3 % en 2005 à 36 % en 2011 (AGVSA, 2014). L'agriculture est principalement une agriculture de type familial reposant sur des petites exploitations familiales paysannes, orientées vers la polyculture et associée souvent au petit élevage (volailles, petits ruminants ou porcins). La superficie moyenne des exploitations est estimée à 1,7 hectare et en moyenne sept personnes y vivent. Environ 34 % des exploitations couvrent moins de 1 hectare. Seulement 5 % des exploitations dans le sud et 20 % dans le nord du Bénin font plus de 5 hectares. Le nombre d'exploitations est estimé à 550 000 réparties sur huit zones agro écologiques. L'agriculture est pratiquée dans deux zones: zone de production de la région septentrionale (Borgou, Alibori, Atacora et Donga) et la zone de production qui regroupe les départements du centre et du sud (Zou, Collines, Mono, Couffo, Ouémé, Plateau et Atlantique), (INSAE, 2008). Malgré le nombre d'actifs agricoles, le phénomène de l'insécurité alimentaire n'a guère connu un fléchissement du point des chiffres.

Vingt ans après le premier Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996, il n'y a que très peu de bonnes nouvelles sur le front de la sécurité alimentaire, et pas plus d'espoir de voir se réaliser le premier Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD). Au Bénin, 11% des ménages font face à une insécurité alimentaire sévère (< 1%) ou modérée (11%). Au total, 1,1 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires minimum sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles. Environ 34 % des ménages sont en sécurité alimentaire limite, c'est-à-dire qu'ils peuvent assurer une consommation alimentaire tout juste adéquate aux membres du ménage sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles ; mais ils ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles. Le taux d'insécurité alimentaire est plus élevé dans les zones rurales (15%) que dans les zones urbaines autres que Cotonou (8%). Le Couffo, le Mono et l'Atacora sont les départements qui ont les plus forts taux d'insécurité alimentaire avec respectivement 29, 28 et 25 % des ménages en insécurité alimentaire. Les taux sont supérieurs à 10 % dans l'Alibori (12%), le Borgou (13%), la Donga (15%) et le Zou (10%), (Bénin AGVSA Rapport 2013).

Dans la commune d'Aplahoué, l'agriculture est la principale activité économique. Elle occupe la majeure partie de la population (plus de 90% de la population active) dont toutes les couches de la population vivent. Le système de production est resté traditionnel, rudimentaire avec quelques tentatives de modernisation à travers la culture attelée. L'agriculture est plus pratiquée dans les arrondissements du nord et du centre qui disposent encore de vastes

étendus de terres cultivables notamment dans Atomey, Godohou et Lonkly. Les contraintes liées à cette agriculture sont multiples, ce qui compromet la sécurité alimentaire des ménages dans ladite localité. Il s'agit essentiellement du caractère rudimentaire des outils de travail, des effets du changement climatique, de la dégradation continue des terres, de l'inexistence d'intrants spécifiques etc. (Monographie de la Commune d'Aplahoué, 2006).

Au vue de la place centrale que donne l'Etat à la production agricole, il est nécessaire de s'interroger d'une manière générale sur les facteurs qui expliquent l'insécurité alimentaire et ses effets sur la qualité de vie des ménages dans la Commune d'Aplahoué.

De manière spécifique, cette étude nous amènera à apporter des réponses aux questions suivantes :

- Quel est l'effet de la taille du ménage, du niveau d'instruction et de la source de revenu des chefs de ménages sur l'insécurité alimentaire?
- Quelle est l'impact de l'insécurité alimentaire sur la qualité de vie des ménages ?

## **B. Objectifs de recherche**

- **Objectif général**

L'objectif général de notre étude est d'analyser les facteurs qui expliquent l'insécurité alimentaire et ses effets sur la qualité de vie des ménages dans la Commune d'Aplahoué.

- **Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Evaluer l'effet de la taille du ménage, du niveau d'instruction et de la source de revenu des chefs de ménages sur l'insécurité alimentaire;
- Mesurer l'impact de l'insécurité alimentaire sur la qualité de vie des ménages.

## **C. Hypothèses de recherche**

Suivant les objectifs spécifiques définis, les hypothèses auxquelles nous postulons, se répartissent de la manière suivante :

- la taille du ménage, le niveau d'instruction et de la source de revenu des chefs de ménages sont les facteurs qui déterminent l'insécurité alimentaire des ménages ;
- l'insécurité alimentaire a des conséquences négatives sur la qualité de vie des ménages.

## **PARAGRAPHE 2: REVUE DE LITTERATURE**

Dans une œuvre de recherche, la revue de la littérature consiste principalement en une lecture et une analyse critique des travaux de recherche qui sont déjà fait sur le sujet et qui lui sont liés. En effet, cette revue documentaire nous a amené à prendre connaissance de certains concepts et de la contribution que certains auteurs ont eu à faire sur tout ou partie de la problématique posée.

### **1. La sécurité alimentaire**

#### **Genèse, définitions et concepts**

Depuis la fin des années 60, la situation alimentaire mondiale s'est dégradée d'une manière imprévue : alors que vers 1965, on pensait être sur le point de régler les problèmes qualitatifs de l'alimentation dans les pays du tiers monde et que le plan indicatif mondial laissait entrevoir qu'avec un usage raisonnable des technologies connues, on pouvait assurer une base alimentaire correcte à l'humanité, les questions se déplaçaient vers les aspects qualitatifs de la ration alimentaire, notamment la consommation d'origine animale (Labonne M, 1985)

Quelques années plus tard, dans la première moitié des années 70, trois faits saillants allaient faire évoluer rapidement les idées sur la question :

- une série de famines vont sévir dans le monde dont celle consécutive à la sécheresse en Ethiopie et au Sahel ;
- le prix des produits alimentaires va pratiquement doubler en quelques mois : à cet effet, Revel et Riboud (1981) soulignent que les deux événements politiques essentiels survenus dans le courant de l'année 1972 ont été à l'origine de ce que certains ont appelé la grande crise alimentaire. Il s'agit en premier lieu du rapprochement soviético-américain de 1972 qui s'était traduit par l'achat des céréales américaines par l'URSS puis en second lieu de la nomination, au cours de la même année, par le président Richard Nixon des USA d'un nouveau ministre de l'agriculture qui avait pour mission principale d'inciter financièrement les agriculteurs à réduire leurs emblavements afin de diminuer les stocks et de relever le prix du marché des céréales. Ces deux événements apparemment disjoints, ajoutés d'une part à la mauvaise récolte soviétique et d'autre part à la sécheresse intervenue sur le cornbelt en 1971 avaient eu des conséquences incalculables sur les marchés agricoles. Aux USA par exemple, les prix des céréales avaient quasiment triplé en trois ans ;
- le prix des produits pétroliers vont faire un bond tel que l'on parlera de "choc pétrolier".

Pour répondre à ces questions, il fallait donc trouver un cadre approprié de dialogue pouvant regrouper autorités politiques et experts. C'est dans cette lancée que le concept de la sécurité alimentaire a été introduit par le secrétaire d'état américain, Henry Kissinger, lors de la Conférence Mondiale sur l'Alimentation (CMA) qui s'est tenue du 5 au 16 Novembre 1974. A cette époque, le concept n'avait pas encore un contenu très précis, néanmoins, il était devenu le thème central de la conférence à cause des problèmes ci-dessus évoqués.

La sécurité alimentaire a été pendant longtemps utilisé comme indicateur au niveau macro-économique pour caractériser le progrès et la stabilité de la production agricole (Gittelsohn J. *et al*, 1998).

Dans les années 1970, la sécurité alimentaire a été défini au niveau macro-économique comme la capacité ou l'aptitude à pouvoir combler les déficits à court terme de l'offre alimentaire (Staaz JM., *et al*, 1990) et ceci est directement estimé par le stock de grains au niveau national (Holmboe – Ottsen G, *et al*, 1990).

Aujourd'hui, le concept de sécurité alimentaire a évolué d'un contenu restrictif basé uniquement sur l'offre des produits à un contenu plus large et plus complet associant à la fois l'offre et l'accès aux aliments (Nago MC).

Selon Malthus TR. (1798), la croissance de l'offre de denrées alimentaire ne pouvait à terme permettre la satisfaction des besoins alimentaires d'une population en croissance géométrique.

Pour Sen AK. (1981), la vraie question n'est pas la disponibilité totale de la nourriture mais son accès par les individus et les familles. Il ne suffit donc plus qu'une économie nationale dispose de quantités suffisantes de denrées alimentaires pour que la "sécurité alimentaire" soit atteinte. Il faut en outre que les individus aient la possibilité d'y avoir accès (Azoulay G. et Dillon JC., 1993).

Le Fond International pour le Développement Agricole (FIDA) a défini la sécurité alimentaire au niveau ménage comme la capacité des ménages à se procurer, en qualités suffisantes et de façon durable les aliments dont ils ont besoin (IFAD, 1992).

La FAO (1997) définit la sécurité alimentaire comme l'accès de tous, en tous lieux et à tout moment, à suffisamment de nourriture pour mener une vie saine et active.

La Banque Mondiale (BM, 1998), la sécurité alimentaire est l'accès pour chaque individu à tout instant à des ressources alimentaires permettant de mener une vie saine et active.

Selon le Sommet Mondial de l'Alimentation (SMA) de 1996, la sécurité alimentaire désigne une situation dans laquelle tous les individus ont, en tout temps, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive qui satisfait à leurs besoins et préférence alimentaire et leur permet de mener une vie saine et active (AGVSA ,2014).

L'analyse de la sécurité alimentaire peut se faire selon quatre piliers définie par la FAO :

La disponibilité de nourriture dans un pays peut être assurée par la production agricole domestique : on parle alors d'autosuffisance alimentaire. La composante autoconsommation tient une place prépondérante dans les ménages des pays subsahariens du fait que l'agriculture emploie la majeure partie de la population et que la plupart des ménages agricoles ont très peu de sources alternatives de revenu pouvant leur permettre d'accéder financièrement à l'alimentation (Devereux et Maxwell, 2001). Toutefois, le manque de soutien à la petite agriculture en Afrique subsaharienne fait des ménages agricoles pauvres des consommateurs nets de produits alimentaires ; ils sont donc incapables de dégager des surplus pouvant leur permettre de profiter de la hausse des prix alimentaires sur le marché international (Golay, 2010). L'analyse de la composante production prend en compte les facteurs tels que la taille des exploitations agricoles, le niveau d'intensification de l'agriculture, l'accès au capital et à la main d'œuvre, la fertilité des terres, les types de cultures (vivrières ou industrielles), l'encadrement technique : la combinaison de tous ces éléments forme le système de production.

La stabilité des approvisionnements alimentaires concerne la régularité spatio-temporelle de la disponibilité alimentaire. Elle est influencée par l'instabilité de la production domestique, la déficience des infrastructures de stockage et des systèmes de commercialisation, les fluctuations interannuelles et interrégionales des prix, les fluctuations du cycle de l'offre et de la demande sur les marchés internationaux. La production domestique peut fluctuer à cause des variations écologiques (sécheresse, inondation, retard de pluie, invasion acridienne, etc.) et des choix économiques opérés par les acteurs du système de production (DeRose *et al*, 1998 ; Devereux et Maxwell, 2001). La déficience des systèmes de stockage empêche la conservation durable des produits alimentaires et cause des pertes importantes en stockage. La déficience des infrastructures de commercialisation entraîne des difficultés de mise en marché et la démotivation des producteurs.

L'accès aux denrées alimentaires concerne la part du besoin alimentaire qui n'est pas satisfaite par l'autoconsommation et qui s'acquiert sur le marché par des transactions

(Azoulay et Dillon, 1993). La disponibilité des denrées alimentaires en quantité adéquate aux niveaux national et régional n'est pas suffisante pour assurer la satisfaction des besoins nutritionnels des ménages car ceux-ci n'accèdent pas nécessairement aux ressources alimentaires disponibles. La capacité d'accès d'un ménage dépend de son niveau de revenu (accès économique) et de sa capacité d'accéder physiquement au marché (accès physique). Cette composante « accès » fait le lien entre l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

La composante utilisation concerne les perceptions, les savoirs et les savoir-faire qui guident la combinaison, la transformation et la consommation des aliments. On y inclut les pratiques d'hygiène alimentaire, les techniques de transformation et les interdits alimentaires. Les connaissances nutritionnelles sont importantes pour l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les ménages mais elles ne sont pas suffisantes car les pressions sociales peuvent obliger les ménages à faire d'autres choix qui ont pour but d'améliorer leur image au détriment de la sécurité alimentaire (Briand, 2008). Alors que les conditions liées à la disponibilité et à l'accès sont remplies, les ménages peuvent choisir de ne pas s'alimenter correctement afin de s'offrir d'autres biens tels qu'une motocyclette ou des vêtements qui améliorent leur image. L'analyse de la sécurité alimentaire peut se faire à divers niveaux : mondial, national, régional, familial (ménage) et individuel. Pour les niveaux mondial, national et régional, l'analyse prend en compte la disponibilité alimentaire, la stabilité de l'offre alimentaire et l'accès économique et physique aux aliments. Dans cette analyse, il est important de s'intéresser particulièrement aux groupes les plus défavorisés et aux mécanismes du marché. Pour analyser la sécurité alimentaire au niveau du ménage il faut considérer ce dernier comme une organisation sociale (Briand, 2008) qui a une structure, un mode de gouvernance, des relations internes et externes, qui produisent, consomme et échange des denrées alimentaires. A ce niveau, il importe de considérer la répartition des rôles dans la production et la consommation des denrées alimentaires ainsi que le mécanisme de prise de décision concernant l'affectation des ressources alimentaires. La sécurité alimentaire au niveau individuel prend en compte les dépenses économiques du ménage, le statut économique de l'individu et le statut nutritionnel et sanitaire de l'individu.

L'insécurité alimentaire désigne la situation des populations qui sont en deçà du seuil requis pour s'alimenter à partir de leur propre production et/ou de leur revenu annuel et qui sont obligées de consommer leurs épargnes, parfois vendre leurs moyens de production ou solliciter la solidarité. L'insécurité alimentaire est liée à la notion générique de faim qui peut

se manifester de diverses manières à savoir : la famine, la malnutrition et la sous-alimentation (Azoulay G et Dillon JC., 1993, Golay, 2011).

L'insécurité alimentaire correspond à une incapacité économique, sociale ou physique à répondre aux besoins quantitatifs et qualitatifs de l'alimentation humaine (HERVIEU, 2012).

Selon (SICIAV, 2012), Il y a insécurité alimentaire quand des personnes sont sous-alimentées en raison de l'indisponibilité physique de vivres, de leur manque d'accès économique ou social aux vivres, et/ou d'une utilisation inadéquate des aliments. Les victimes de l'insécurité alimentaire sont les individus dont la consommation alimentaire est inférieure à l'apport énergétique minimal, ainsi que ceux qui présentent des symptômes physiques imputables à des carences énergétiques et nutritionnelles résultant d'un régime déséquilibré ou inadéquat, ou de l'incapacité physiologique d'utiliser efficacement les aliments en raison d'une infection ou d'une maladie. On peut par ailleurs définir l'insécurité alimentaire comme se rapportant seulement aux conséquences d'une consommation inadéquate d'aliments nutritifs, en considérant que l'utilisation physiologique des aliments par le corps relève des domaines de la santé et de la nutrition.

## **2. Les types d'insécurité alimentaire**

La notion de temps est aussi une composante importante de la sécurité alimentaire comme ont eu à le notifier Maxwell S. et Frankenberger TR. (1992). Le terme "à tout temps" signifie que tous ceux dont l'accès à la nourriture est menacé doivent être considérés comme souffrants d'insécurité alimentaire même s'ils disposent actuellement d'assez de nourriture (FAO, 1997).

La Banque Mondiale (1986), par rapport à la dimension "temps", a distingué deux types d'insécurité alimentaire : l'insécurité alimentaire chronique et l'insécurité alimentaire temporaire.

L'insécurité alimentaire chronique se traduit par un régime alimentaire continuellement insuffisant, déficitaire en divers nutriment causé par la faible capacité des ménages à se procurer de la nourriture pour leur alimentation.

L'insécurité alimentaire temporaire au niveau du ménage est caractérisée par un accès insuffisant à l'aliment causé soit par des fluctuations de la production alimentaire et des prix, soit par le niveau de revenu des ménages (Van Liere MJ., 1993), mais aussi par des situations de guerre.

Cette considération a conduit aux notions de "populations à risques" et de "zones à risques".

- **Populations à risques**

C'est l'ensemble des ménages ou des individus dont l'accès à la nourriture est précaire et qui vivent sporadiquement ou régulièrement des situations de crise alimentaire caractérisées par des disponibilités alimentaires insuffisantes.

Les populations à risques constituent un groupe vulnérable. Chambers R. (1989) définit la vulnérabilité comme une situation d'exposition à des facteurs de risques mais aussi la difficulté de faire face à une situation, l'incapacité de se défendre. Les groupes vulnérables sont ceux dont la situation (économique, sociale, géographique, etc...) est particulièrement sensible à toute modification de leur environnement. Ces groupes vulnérables sont en situation de non accès aux denrées alimentaires et de non-satisfaction de leur besoin alimentaires et nutritionnels (Azoulay G. et Dillon JC., 1993).

- **Zones à risques**

Ce sont des zones où les conditions de vie caractérisées par les variables agro-écologiques, socio-économiques, démographiques, géographiques, etc... indiquent que la population à risque est plus nombreuse que dans d'autres zones et donc que les problèmes d'insécurité alimentaire y sont plus aigus.

Les zones rurales des pays en développement où la production agricole est liée à la pluviométrie sont les plus à risques (Atègbo E-AD., 1993). Il est difficile de trouver dans ces régions une production agricole suffisante pour couvrir les besoins des masses rurales, d'autant plus que les paysans ne peuvent pas encore influencer la pluviométrie.

### **3. Les causes de l'insécurité alimentaire**

Des événements climatiques exceptionnels (cyclone, sécheresse...), les catastrophes biologiques (invasion d'insectes ravageurs ...) et les conflits ou guerres peuvent perturber la sécurité alimentaire. Elle peut également être perturbée selon Plan-Bénin par l'insuffisance de la terre, la baisse de la fertilité des sols, la faible productivité et la non maîtrise de l'eau. Au Bénin, la pression démographique et le partage de l'héritage entre descendant ont fait que le problème de terre se pose avec acuité dans tout le sud du pays en général et dans le département du Couffo en particulier. On assiste à une prépondérance des petites exploitations agricoles d'environ un demi-hectare en moyenne par ménage duquel il faut parfois soustraire l'espace occupé par les plantations naturelles et pérennes du palmier à huile. En ce qui concerne la fertilité des sols, il faut dire que les sols de la partie sud notamment du

département du Couffo, ont déjà dépassé sans des apports judicieux d'engrais, un seuil d'une dégradation accélérée. Enfin, la non maîtrise de l'eau constitue un grand problème de la production agricole béninoise. En effet, l'agriculture reste encore essentiellement pluviale et la quasi-totalité des productions agricoles dépend de la pluviométrie dont on observe les perturbations fréquentes rendant ainsi non maîtrisable, les évolutions des productions dans le temps et dans l'espace.

Les causes de l'insécurité alimentaire sont aussi à rechercher tant au niveau de la nation, du ménage que de l'individu.

Au niveau national, 24% des dépenses alimentaires sont affectées à l'achat des aliments de base (riz, racines/tubercules, céréales, pain/pâtes et banane plantain), 9% sont affectés à l'acquisition des protéines animales (viande). Le poste prioritaire des dépenses non alimentaires est le loyer (12%), suivi par le transport (10%) et le combustible/électricité (8%). Une très faible proportion des dépenses du ménage sont consacrées aux dépenses d'éducation (5%), de santé (5%), d'habillement (4%) et de savon (4%). Les autres dépenses non alimentaires ne représentent que 5% des dépenses mensuelles totales des ménages. (INSAE, 2014).

La cause principale de l'insécurité alimentaire au niveau ménage est l'étendue de la pauvreté car les groupes à risques sont caractérisés par l'incapacité de produire ou d'engendrer un revenu suffisant pour couvrir les besoins alimentaires (PPSA, 1992).

En milieu rural, l'insécurité alimentaire au niveau ménage est souvent due à un déficit saisonnier de la disponibilité alimentaire durant la période de "soudure" entraînant des variations de l'état nutritionnel des sujets (Atègbo E-AD., 1993 ; Van Liere MJ, 1993 ; Aklamavo YG *et al*, 1993 ; Koukou BJA, 1993 ; Schultink JW *et al*, 1988).

L'alimentation souvent déséquilibrée pendant ces périodes, l'intense occupation des adultes et leur non-disponibilité ont un effet négatif sur l'état nutritionnel des groupes vulnérables du ménage.

L'un des facteurs d'insécurité alimentaire est la taille élevée du ménage. Ighogbodja SI. (1972) au Nigeria, Melville B. *et al* (1988), Desai P. *et al*. (1970), Wolfe et Marchione (1980), Ryan JG. *et al* (1984), Manun'ebou *et al* (1994) et Elbushra HE. (1987) ont montrés en effet, que les ménages de taille élevée étaient beaucoup plus en situation d'insécurité alimentaire que ceux de petite taille.

Un point de vue contraire sera soutenu dans leurs études par Devi YP. et Geervani (1994) en Inde et Gobostwang K. (1998) au Botswana.

La superficie cultivable, disponible pour le ménage peut aussi être source d'insécurité alimentaire. Certains auteurs comme Dasai P. *et al* (1970), Field JO. *et al* (1981), Devi J. et Geervani (1994), Valverde *et al* (1981) et Rawson I. et Valverde V. (1976), ont en effet trouvé une forte corrélation positive entre la superficie cultivable disponible et le niveau de sécurité alimentaire du ménage. Cependant, Melville B. *et al* (1988) et McLeod J. (1989) en Jamaïque ont trouvé une indépendance entre ces deux variables.

Melville B. *et al* (1988), Rafiqul HC. (1984), Devi J. et Geervani (1994), Valverde V. *et al* (1981), Bairagi R. (1980). Greiner T. et Latham MC (1981) ont montré dans leurs études que les dépenses alimentaires influencent positivement la sécurité alimentaire des ménages. Ils ont eu à remarquer que la sécurité alimentaire des ménages était renforcée si les dépenses alimentaires augmentaient.

Le niveau d'insécurité alimentaire des ménages est très lié au niveau d'instruction du chef de ménage. Environ 70% des ménages ayant une consommation alimentaire sévère ou limite ont un chef de ménage avec un faible niveau d'éducation contre 49% des ménages ayant une consommation alimentaire acceptable. Dans les groupes les plus pauvres, plus de 70% des chefs de ménages ont un faible niveau d'instruction. De même, dans les groupes dont les dépenses alimentaires représentent une part élevée du budget, la proportion des ménages dont le chef a un faible niveau d'éducation est très élevée. Environ 76% des ménages en insécurité alimentaire ont un chef de ménage avec aucun niveau d'éducation, contre 68% chez les ménages en sécurité alimentaire limite et 41% chez les ménages en sécurité alimentaire. . (INSAE, 2014).

Les facteurs socioculturels peuvent aussi induire l'insécurité alimentaire dans les ménages. En effet, l'étude menée par Atinmo T. (1983) au Nigeria, a montré que les interdits alimentaires, l'aliment comme l'expression d'un prestige social, l'obligation d'hospitalité dans nos sociétés africaines, sont sources d'insécurité alimentaire dans le ménage.

Les causes de l'insécurité alimentaire au niveau individu sont à rechercher au niveau des groupes vulnérables (enfants, femmes).

La mauvaise distribution alimentaire au sein du ménage peut-être en effet un facteur d'insécurité alimentaire pour les groupes les plus défavorisés sur le plan nutritionnel (enfants

d'âge préscolaire et les femmes enceintes ou allaitantes) qui sont surtout privés de protéines d'origine animale.

Une étude menée par Tchibindat F. (1993) au Congo a montré que dans beaucoup de ménages, les enfants sont privés de viandes et de poissons d'eau douce, qui constituent d'ailleurs pour eux des interdits alimentaires temporaires.

Hassan N. et Ahmad K. (1984) ont montré au Bangladesh, que les enfants et les femmes (enceintes et allaitantes) étaient lésés dans la distribution des aliments. Des observations identiques ont été faites par Gopaldas T. *et al* (1983) en Inde.

Par contre, l'étude réalisée par Van Liere MJ. *et al* (1993) au nord du Bénin, a montré que les enfants n'étaient pas lésés dans la distribution intra-familiale des aliments. Toutefois, il convient de nuancer ce constat de Van Liere car cela ne suppose pas que l'état nutritionnel de ces enfants est totalement satisfaisant. La mauvaise distribution intra-familiale des aliments n'est pas le seul facteur de risque pour l'insécurité alimentaire des enfants.

#### **4. Conséquences de l'insécurité alimentaire**

Les conséquences liées à l'insécurité alimentaire se ressentent sur l'activité, la croissance, la santé, la capacité d'apprentissage, les résultats professionnels et la qualité de vie en général. Selon l'OMS, la malnutrition affaiblit le système immunitaire, augmente la prévalence et la gravité de la diarrhée, de la rougeole et des affections aiguës des voies respiratoires. Cet ensemble de facteurs peut à son tour inhiber l'absorption d'aliments et compromettre encore la guérison.

Autre que ces conséquences, la FAO évoque les carences et les déficiences en vitamines et minéraux qui ont une forte incidence sur le bien-être des hommes et sur le bien-être économique des communautés et des nations : « elles peuvent entraîner de graves problèmes de santé, y compris une vulnérabilité aux maladies infectieuses, la cécité, la léthargie, une diminution des capacités d'apprentissage, le retard mental et dans certains cas la mort ». La perte du capital humain et de la productivité des travailleurs figure au nombre des détériorations résultant des causes nutritionnelles.

#### **5. Capitalisation des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire**

Les pays et organisation internationaux ne sont pas restés passifs face à l'insécurité alimentaire de plus en plus persistante dans diverses parties du monde. Des programmes de

lutte contre l'insécurité alimentaire ont été mis sur pieds avec l'appui des gouvernements et des institutions de Bretton Woods (FMI, BM). C'est dans cette optique que le programme spécial pour la sécurité alimentaire a été lancé en Septembre 1994 par la FAO. Ce programme répond à la nécessité urgente de stimuler la production alimentaire dans les pays à faible revenus et à déficit vivrier en vue de répondre aux exigences rapidement croissantes du marché et d'aider à éliminer l'insécurité alimentaire.

Le Bénin n'est pas resté en marge des actions visant à faire reculer les frontières de l'insécurité alimentaire. La mise en œuvre d'actions coordonnées en vue d'assurer la sécurité alimentaire a très tôt constitué une préoccupation majeure pour différents gouvernements qui se sont succédés au Bénin.

Après des phases pilotes plus ou moins longues, quelques programmes spécifiques de la sécurité alimentaire et de nutrition sont entrés en exécution avec l'aide de bailleur de fonds comme la Banque Mondiale, la DANIDA, la FAO, etc....

C'est ainsi qu'on a assisté à l'émergence de quelques institutions privées comme le Projet d'Intervention Locales pour le Sécurité Alimentaire (PILSA) qui a été préparé à partir des acquis du Projet Pilote de Sécurité Alimentaire (PPSA).

Le PILSA a démarré officiellement au Bénin le 31 Janvier 1995 pour une durée de cinq ans, avec pour objectifs essentiels de contribuer à réduire la pauvreté, à renforcer le système d'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle et à renforcer le partenariat entre l'Etat béninois et les ONG opérant au Bénin.

Une évaluation de l'impact des activités du PILSA (UGS,1998) par CAD/FSA, a permis de mettre en lumière des acquis incontestables aux projets. Dans le Programme Communautaire de Nutrition (PCN) par exemple, on peut citer :

- la mise en place d'un système de surveillance nutritionnelle ;
- l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement ;
- l'amélioration de l'utilisation des services sanitaires ;
- l'amélioration de la conduite du sevrage ;
- la mise en place de relais entre la communauté et les agents de santé ;
- la prise en conscience de la capacité endogène à résoudre quelques problèmes.

Le PILSA a eu aussi d'impacts significativement positifs dans les domaines de l'appui aux communautés à travers la micro-infrastructure, les micro-crédits et le renforcement institutionnel.

Cependant, la mission d'évaluation a identifié de sérieux défis que le PILSA devrait s'atteler à relever pour corriger la faiblesse constatée au niveau de ses différentes composantes.

Le constat général qui se dégage est que le spectre de la pauvreté et la malnutrition persiste toujours dans ces régions bénéficiant des actions de PILSA. La situation de ces populations bénéficiaires n'a, en effet, guère évolué, en dépit du rôle important joué sur le terrain par divers ONG de PILSA.

La question qu'on est en droit de se poser est de savoir quelles sont les véritables causes de cette situation.

Dans tous les cas, rien n'interdit de supposer que ces résultats sont liés à la nature des stratégies d'interventions. Une analyse critique de ces actions visant à éradiquer l'insécurité alimentaire dans ces zones à risques, montre qu'elles ne sont pas précédées d'une analyse objective et spécifique des déterminants de la situation au niveau local. Cela fait qu'un même paquet d'activités est imposé à toutes les zones alors que les déterminants varient énormément d'une zone à l'autre.

Il urge donc de réorienter les interventions en tenant compte des spécificités de chaque zone.

## **SECTION 2 : METHODOLOGIE DE L'ETUDE**

La méthodologie étant un élément privilégié de toute entreprise de recherche. Elle est l'ensemble des démarches entreprises pour atteindre les objectifs fixés. Dans cette partie du travail, nous aborderons les aspects ci-après : le choix de la zone d'étude, l'échantillonnage, la recherche documentaire, les techniques d'enquête et d'analyse des données et les difficultés rencontrées.

### **1. Choix de la zone d'étude**

La Commune d'Aplahoué est située au Sud-Ouest de la République du Bénin. Elle est limitée au Nord-Est par la commune de Djidja, au Sud par la Commune de Djakotomey, à l'Est par la Commune de Klouékanmè et la Commune d'Abomey, à l'ouest par la République du TOGO. Elle s'étend sur 915 km<sup>2</sup> et fait partie de la zone géographiquement homogène dénommé le "plateau Adja" avec une altitude moyenne de 148 km. Elle compte sept (07) arrondissements : Aplahoué, Atomey, Azovè, Dékpo, Godohou, Kissamey et Lonkly. Ces arrondissements sont divisés en quatorze (14) quartiers de ville et cinquante-deux (52) villages (PDC, 2004).

La Commune d'Aplahoué a été retenue comme choix de notre étude compte tenu de son caractère hautement rural. Il s'agit d'une Commune essentiellement agricole qui occupe une

place de choix au sein des Communes les plus productrices de denrées au plan national. De par ses traits caractéristiques, elle offre une belle vision du problème à étudier. Ainsi, elle nous donne la possibilité d'investiguer sur la persistance de l'insécurité alimentaire étant donné que cette persistance y est remarquable et inductrice de problèmes sociaux et économiques multiples. L'existence dans cette Commune de ménages agricoles et non agricoles nous permet de mettre en évidence les quatre piliers de la sécurité alimentaire afin de détecter les défaillances qui existent au niveau de cette chaîne selon chaque type de ménage.

## 2. Echantillonnage

Dans cette partie de la méthodologie, les enquêtes ont été effectuées auprès des chefs de ménages. Ainsi, notre enquête s'est portée sur 100 chefs de ménages choisis au sein des chefs des 33100 ménages dans la Commune d'Aplahoué repartis dans les différents Arrondissements : Aplahoué 5307 ménages soit 16%, Atomè 3396 ménages soit 10%, Azovè 9920 ménages soit 30%, Dékpo 3538 ménages soit 11%, Godohou 3208 ménages soit 10%, Kissamey 5138 ménages soit 15% et Lonkly 2593 ménages soit 8%. (RGPH-4, 2013). Ils ont été retenus au bout du processus d'échantillonnage réalisé en vertu de l'approche quantitative de l'étude et qui sont obtenus par la formule suivante :

$$P = \frac{ni}{N} \times 100$$

Avec :

P = nombre de chefs de ménages enquêté par Arrondissement ;

ni = effectif de chefs de ménages par Arrondissement ;

N = nombre total de chefs de ménages de la Commune.

En fonction de l'approche qualitative de l'étude, les opinions de certaines personnes victimes de l'insécurité alimentaire du milieu ont été retenues à travers divers entretiens.

## 3. Recherche documentaire

La documentation a été faite pendant toute la période de la recherche. Cette recherche s'est déroulée dans plusieurs centres de documentations et dans les structures ci-après :

- L'Office Nationale d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA) ;

- Le Plan international Bénin ;
- L'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE).

Nous avons par ailleurs bénéficié de la documentation disponible dans les bibliothèques universitaires. Il s'agit de la Bibliothèque Centre de Documentation (**BIDOC**) de la Faculté des Sciences Agronomiques, de la bibliothèque de la Faculté des Sciences de la Santé.

#### **4. Technique d'enquête**

Conscient que la recherche documentaire seule ne peut mieux orienter notre travail, nous avons aussi opté pour un questionnaire qui a été élaboré et adressé aux chefs des ménages enquêtés de la Commune d'Aplahoué. Au cours de cette phase d'enquête qui s'est déroulées du 18 au 31 Août 2016, les données sur les facteurs qui expliquent l'insécurité alimentaire ont été collectées, codés, dépouillées puis saisies à l'aide du logiciel Microsoft Excel 2010. Elles ont été traitées et analysées. Les résultats obtenus sont utilisés pour la rédaction de l'étude.

#### **5. Technique d'analyse**

L'analyse des données repose sur l'ensemble des informations pertinentes collectées lors de l'enquête. Ainsi, les outils de statistiques descriptives (distribution de fréquence et corrélation) ont été utilisés. A cet effet, elles nous ont permis d'identifier les facteurs influençant l'insécurité alimentaire dans les ménages. De ce fait, deux logiciels ont été retenus : SPSS pour la détermination du coefficient de corrélation entre les variables et de la fréquence d'apparition de certaines modalités de variables ; l'EXCEL a été utilisé pour le tracé des graphes.

#### **6. Difficultés rencontrées**

Au cours de notre étude, nous avons été confrontés à plusieurs difficultés à savoir :

- Les perturbations liées aux exigences académiques ;
- La réticence de certains enquêtés qui pensaient que l'enquête permettrait aux enquêteurs de détourner les fonds d'un projet en profitant de leur ignorance ;
- L'indisponibilité de certains enquêtés favorisée surtout par le déroulement de la collecte en période d'activités agricoles.

## CHAPITRE 3: ANALYSE STATISTIQUE ET VERIFICATION DES HYPOTHESES

Dans ce chapitre, nous exposons les résultats des analyses statistiques et formulons les suggestions possibles.

### SECTION 1: ANALYSE STATISTIQUE

Cette partie examine quelques caractéristiques essentielles des ménages liées à l'insécurité alimentaire dans la Commune d'Aplahoué. Ces caractéristiques sont analysées à partir d'une approche descriptive qui met en relation certaines variables indépendantes avec le niveau d'insécurité alimentaire des ménages.

#### 1. Caractéristiques socio-démographique et économiques des individus enquêtés

##### 1.1. Répartition des enquêtés par sexe et par arrondissement

**Tableau 1** : Répartition des enquêtés selon le sexe et par arrondissement

Arrondissement	Masculin (%)	Féminin (%)	Total (%)
Aplahoué	06	10	16
Atomey	04	06	10
Azovè	23	07	30
Dékpo	09	02	11
Godohou	06	04	10
Kissamey	11	04	15
Lonkly	03	05	08
<b>Total</b>	<b>62</b>	<b>38</b>	<b>100</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

Au cours de cette étude, 38% des femmes ont été enquêtées contre 62% d'hommes

## 1.2 Caractéristiques économiques des enquêtés

### 1.2.1 Niveau d'instruction des chefs de ménages

Le tableau 2 nous présente le niveau d'instruction des chefs de ménages dans la Commune d'Aplahoué.

**Tableau 2** : niveau d'instruction des enquêtés (chefs ménages)

Niveau d'instruction du chef de ménage	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Non instruit	61	61,0
Primaire	15	15,0
Secondaire Général	11	11,0
Secondaire Technique	1	1,0
Supérieur	12	12,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

Il est à noter que l'ensemble des chefs de ménages enquêtés a un niveau d'instruction bas. Par ailleurs, 61% de ces chefs de ménages n'ont aucun niveau d'instruction contre 39% qui ont au moins été scolarisés. Ainsi, 15% ont un niveau primaire, 11% un niveau secondaire général, 1% un niveau secondaire technique. Seulement 12% ont un niveau supérieur. Le niveau d'instruction du chef de ménage occupe une place importante pour la maîtrise du phénomène d'insécurité alimentaire.

### 1.2.2 Sources de revenu des enquêtés

La Commune d'Aplahoué a une économie essentiellement agricole. Par ailleurs, plusieurs activités s'y mènent notamment le petit commerce, l'artisanat, le fonctionnariat, la pêche etc. De par notre enquête, nous avons noté les activités qui sont résumées dans le tableau ci-après :

**Tableau 3** : sources de revenu principales des ménages enquêtés

	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Production agricole	86	86,0
Commerce	8	8,0
Artisanat	1	1
Salarié	2	2,0
Transformation des produits agricoles	2	2,0
Autres (Services)	1	1,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

De l'analyse de ce tableau, il ressort que 86% des enquêtés pratiquent l'agriculture, 8% le commerce, 2% l'agro-alimentaire (transformation des produits agricoles) et 2% l'artisanat. Par ailleurs, parmi les enquêtés, seulement 2% sont salariés et 1% sont artisans. Toutefois, 62% ont au moins une activité secondaire en plus de leurs activités principales.

### 1.3 Période et cible de l'insécurité alimentaire

#### 1.3.1 Période de soudure

**Tableau 4** : période de difficultés à se nourrir

	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Aucune	7	7,0
Janvier-mars	40	40,0
Avril-juin	50	50,0
Juillet-septembre	3	3,0
Octobre-décembre	0	0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

Ce tableau retrace les périodes où les ménages ont des difficultés à se nourrir. De ce tableau, nous pouvons affirmer que 50% des enquêtés ont des difficultés à se nourrir pendant la période d'Avril à Juin contre 40% qui estiment avoir ces difficultés pendant la période allant de Janvier à Février. Aussi, 3% ont-ils affirmé être confrontés aux difficultés alimentaires pendant la période de Juillet-septembre. Seulement 7% ne sont souvent pas confrontés à ce

phénomène pendant l'année. Nous pouvons noter que la période d'octobre à Décembre correspond à celle d'abondance des produits agricoles dans les stocks des producteurs agricoles.

#### 1.4 Personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire

Certaines couches sociales sont plus sensibles et plus exposées à l'insécurité alimentaire. Ceci concerne souvent les enfants, les femmes et les personnes handicapés. Le niveau de vulnérabilité et les couches concernées sont résumés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 5** : vulnérabilité des couches défavorisées

	Fréquence	Pourcentage (%)
Indécis	6	6,0
Hommes	5	5,0
Femmes	13	13,0
Enfants	21	21,0
Tout le ménage	55	55,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

De ce tableau, nous notons bien que tout le ménage est vulnérable (55%). Egalement, devons-nous noter que 21% des enquêtés estiment que les enfants sont vulnérables. Par ailleurs, 13% et 5% affirment respectivement que les femmes et les hommes le sont. Toutefois 6% des enquêtés sont restés indécis par rapport à cette question.

En somme, l'insécurité alimentaire se ressent plus pendant certaines périodes de l'année et rend vulnérables certaines couches sociales. 92% des enquêtés ont connu à certaines périodes de l'année, des difficultés alimentaires. Aussi, 84% ont-ils exprimé que cela leur arrive chaque année contre 9% qui en pensent le contraire (7% étant indécis par rapport à cette question). Ainsi, 50% ont affirmé que la période d'Avril-Juin constitue une période où ils ont des difficultés à se nourrir convenablement. Cette période de soudure correspond bien à celle de semi et de conduite des spéculations vivrières qui constituent l'alimentation de base dans la Commune d'Aplahouè. Ces difficultés sont non seulement liées à la disponibilité alimentaire en stock, mais aussi dans les marchés (où on note une flambée des prix des produits agricoles). Par ailleurs, 40% des enquêtés estiment qu'ils ont des difficultés à se nourrir pendant la période de Janvier-Mars. Les productions et le peu d'épargne au niveau des producteurs étant bradés pour faire face aux dépenses des fêtes de fin d'année, le pouvoir

d'achat des ménages pour faire face aux dépenses alimentaires s'affaiblit. Cet état de chose rend vulnérable certaines couches sociales notamment les enfants et les femmes.

## 2 Manifestation de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire se manifeste sous diverses formes. Ceci peut se traduire par des pénuries de denrées alimentaires, un manque de repas nécessaires par jour pour toutes les couches sociales. De par cette étude, 93% des enquêtés affirment avoir payé pendant la période de pénurie, les denrées qu'ils ont l'habitude de produire. Seulement 7% estiment qu'ils ne font pas recours aux achats de denrées alimentaires. Pendant cette période de pénurie (période de soudure), le nombre de repas par jour varie d'un individu à l'autre selon le niveau de vulnérabilité. Le nombre de repas pris par jour est résumé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 6** : nombre de repas pris par jour en période de pénurie alimentaire

	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Un repas	16	16,0
Deux repas	76	76,0
Trois repas	8	8,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

De l'analyse de ce tableau, 76% des individus enquêtés n'arrivent à prendre que deux (02) repas par jour pendant cette période de soudure. Par ailleurs, 16% ne prennent qu'un (01) repas par jour. Toutefois, 8% arrivent à prendre trois (03) repas par jour. Cela confirme l'adage selon lequel « *ceux qui font vivre les autres par la culture de la terre sont justement ceux qui meurent de faim* » (SWIFT, 1726)<sup>1</sup>. Aussi devons-nous noter que la satisfaction tirée de ces repas varie d'une personne à une autre. Le tableau suivant montre le niveau de satisfaction des enquêtés.

<sup>1</sup> SWIFT, J., *Les voyages de Gulliver*, 1726

**Tableau 7** : niveau de satisfaction pendant la période de pénurie alimentaire

	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Jamais rassasié	48	48,0
parfois rassasié	42	42,0
Toujours rassasié	10	10,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

De ce tableau, nous il ressort que 48% des enquêtés ne sont jamais rassasiés pendant cette période de pénurie. 42% estiment être rassasiés parfois contre 10% qui le sont toujours pendant cette période. Par ailleurs, parmi ceux qui n'arrivent qu'à prendre qu'un repas par jour, 99% estiment ne jamais être rassasiés. Cela est d'autant compréhensible car un individu ne saurait être satisfait s'il n'arrive pas à avoir l'énergie nécessaire que doit procurer son aliment pour faire face à ces activités quotidiennes.

### 3 Facteurs comportementaux et sécurité alimentaire

Le phénomène d'insécurité alimentaire ne devrait-il pas obliger les hommes à user de leur comportement pour rationaliser l'utilisation des denrées alimentaires en période d'abondance ? Ainsi, 98% des enquêtés estiment connaître des périodes d'abondance alimentaire pendant l'année contre 2% qui pensent le contraire. Pendant cette période d'abondance alimentaire, la production agricole sert à atteindre plusieurs objectifs (alimentaires, économiques ou les deux à la fois). Ces objectifs de gestion des produits agricoles se résument dans le tableau suivant :

**Tableau 8** : objectifs d'utilisation des produits agricoles

	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Autoconsommation	15	15,0
Vente partielle et stockage du reste pour consommation	83	83,0
Vente totale	1	1,0
Dons	1	1,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

De ce tableau, nous pouvons noter que 83% des enquêtés estiment procéder à une vente partielle et une consommation du reste de la production. Ceci correspond bien au type d'agriculture pratiquée dans la commune d'Aplahoué qui n'est rien d'autre que l'agriculture paysanne. Par ailleurs, 15% affirment utiliser toute leur production agricole pour l'autoconsommation. Ainsi, toute la production sert à la subsistance de la famille. 1% des ménages enquêtés estiment vendre toute leur production agricole. Seulement 1% estiment procéder à des dons alimentaires pour assurer les obligations sociales. Aussi, pouvons-nous noter que pendant la période d'abondance alimentaire, les hommes ont tendances à manger plus. Le nombre de repas pris par jour pendant cette période est résumée dans le tableau ci-après :

**Tableau 9** : nombre de repas par jour pendant la période d'abondance alimentaire

	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Moins de 3 repas	1	1,0
Trois repas	73	73,0
Quatre repas	26	26,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

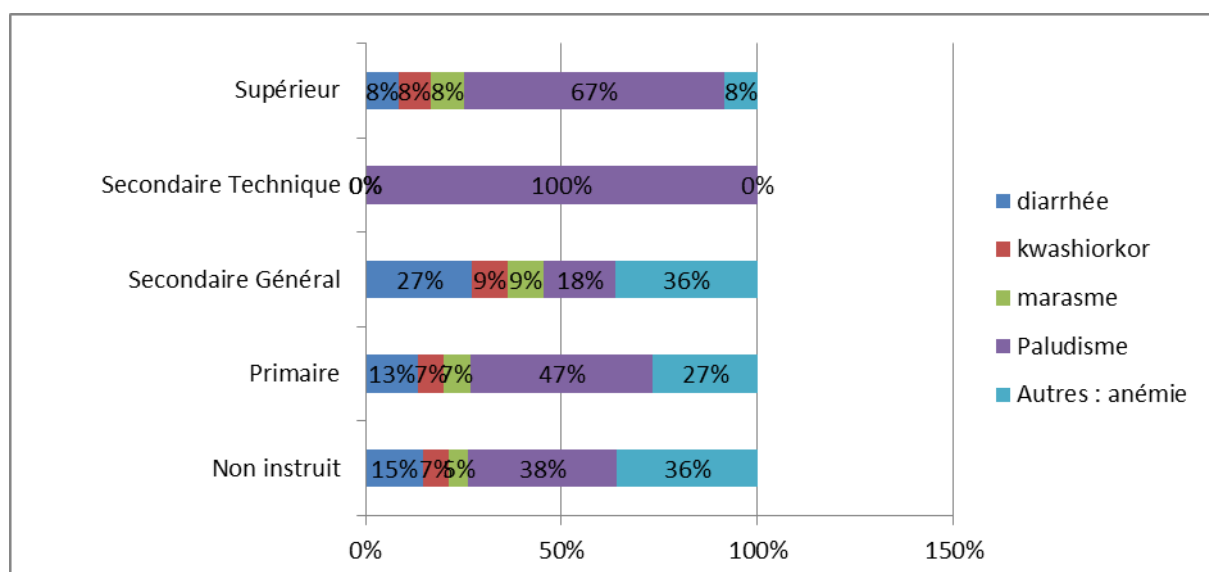
**Source** : Réalisé par les auteurs

Il est à noter d'après ce tableau qu'en période d'abondance, 73% estiment prendre trois (03) repas par jour contre 26% qui estiment prendre quatre (04) repas par jour. Seulement 1% estiment prendre moins de trois repas par jour.

#### **4 Niveau d'instruction du chef de ménage et sécurité alimentaire (maladies)**

Par ailleurs à travers une analyse croisée avec les maladies auxquelles ces ménages sont confrontés, nous avons le graphe ci-après :

**Figure 1** : niveau d'instruction et maladies en périodes de pénurie alimentaire



**Source** : Réalisé par les auteurs

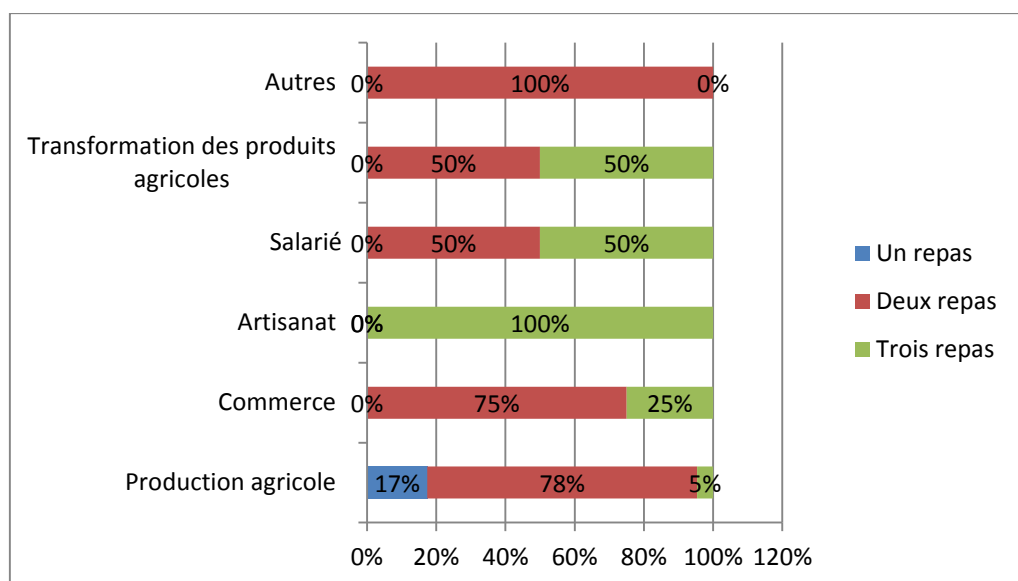
L'analyse de ce graphe montre que les personnes non instruites estiment à 36% être confrontées à l'anémie des enfants contre 27% et 36% respectivement pour les personnes ayant fait le primaire et le secondaire. Les personnes ayant fait le supérieur à 8% sont victimes de l'anémie des enfants. Laquelle anémie est due non seulement au paludisme mais aussi à une situation alimentaire non stable. Le paludisme constitue pratiquement la première maladie à laquelle les ménages sont confrontés indépendamment du niveau d'instruction du chef de ménage.

Nous pouvons noter que plus le chef de ménage est instruit plus le ménage est moins vulnérables aux maladies liées à l'insécurité alimentaire. Le niveau d'instruction du chef de ménage est ainsi associé négativement au niveau de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire surtout nutritionnelle (annexe 1).

## 5 Sources principales de revenu et consommation alimentaire

La source de revenu constitue un facteur important de la sécurité alimentaire des ménages. En relation avec le nombre de repas par jour pris par l'individu qui constitue pour notre cas un indicateur de la consommation alimentaire, nous avons le graphe ci-après :

**Figure 2:** Sources principales de revenu et consommation alimentaire



**Source :** Réalisé par les auteurs

Ce graphe nous montre qu'en période de soudure, ceux qui dépendent principalement de l'agriculture ont une proportion élevée de ménages ayant à peine un (01) repas par jour (17%) et une faible proportion de ceux qui arrivent à prendre trois repas par jour (5%). Les salariés à 50%, estiment prendre deux repas par jour suivi par les commerçants (25%). Nous pouvons dire que le niveau de consommation alimentaire dépend de la source de revenu du chef de ménage. Aussi, devons-nous noter que les ménages qui ont les activités essentielles agricoles, sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire (annexe 2).

## 6 Taille du ménage et insécurité alimentaire

Le coefficient de corrélation calculé pour la taille du ménage et le nombre de repas pris par jour (consommation) reste faible, soit -0,21. Nous pouvons dire qu'il y a une faible relation négative linéaire entre ces deux variables. Mais cette relation ne saurait être celle de cause à effet entre ces variables (annexe 3).

## 7 L'insécurité alimentaire et conditions socio-économiques et sanitaires des ménages

L'insécurité alimentaire n'est pas sans effet sur les conditions socio-économiques et sanitaires des ménages. Sur le plan sanitaire cela peut impacter négativement la santé des membres de la famille à travers le développement de certaines maladies et par conséquent sur leur revenu. Par ailleurs, 78% des ménages estiment que leurs revenus n'arrivent pas à couvrir les charges

financières liées à l'alimentation contre 20% qui disent le contraire (2% étant resté indécis par rapport à cette question). Parmi les 78%, 13% estiment qu'ils sont souvent confrontés à des maladies diarrhéiques, 8% le kwashiorkor, 4% le marasme, 41% le paludisme et 35% d'autres maladies telles que l'anémie. Toutefois, pendant la période de pénurie alimentaire, certains sont confrontés à d'autres problèmes sociaux. Ces problèmes sociaux peuvent être regroupés dans le tableau suivant :

**Tableau 10** : problèmes sociaux auxquels sont confrontés les ménages en période de pénurie alimentaire

Problèmes sociaux	Fréquence (%)	Pourcentage (%)
Endettement	53	68
Conflits conjugaux	11	14
Exode rural	6	8
Abandons des classes par les enfants	6	8
Vol	2	3
<b>Total</b>	<b>78</b>	<b>100</b>

**Source** : Réalisé par les auteurs

On peut noter à travers ce tableau que 68% affirment s'endetter en période de pénurie alimentaire pour faire face aux dépenses alimentaires. En outre, 14% estiment qu'ils font face souvent aux conflits conjugaux qui ne se sont pas sans conséquences sur la paix dans les foyers. Egalement 8% sont confrontés à des problèmes d'exodes rural et d'abandons des classes par les enfants (8%) contre seulement 3% en ce qui concerne les vols.

L'analyse des différents résultats montre que l'insécurité alimentaire existe sous diverses formes dans la vie des populations dans la Commune d'Aplahoué et qui se caractérise par le chômage, l'analphabétisme, la faim, la malnutrition, la maladie, les difficultés d'accès aux facteurs de production. Le secteur agricole occupe plus de 80% de la population active et constitue la principale source de revenu. Cependant, les revenus et la productivité sont faibles et la force du travail n'est que partiellement valorisée, ce qui rend très peu compétitifs les produits agricoles.

## **SECTION 2 : Vérification des hypothèses et recommandations**

### **Paragraphe 1 : Vérification des hypothèses et synthèse du diagnostic de l'étude**

Cette partie nous permettra de faire le point des différents résultats à travers la vérification des hypothèses.

#### **1. Vérification des hypothèses**

##### **1.1. Vérification de la première hypothèse**

La première hypothèse de nos recherches s'intitule comme suit : « la taille du ménage, le niveau d'instruction et la source de revenu des chefs de ménages sont les facteurs qui déterminent l'insécurité alimentaire des ménages dans la Commune d'Aplahoué ».

Le coefficient de corrélation calculé pour la taille du ménage et le nombre de repas pris par jour est faible, soit -0,21. Ce qui montre qu'il y a une faible relation entre la taille du ménage et l'insécurité alimentaire.

L'analyse de la figure 1 montre que 36% des personnes non instruites sont confrontées à l'anémie des enfants contre 8% des personnes qui ont le niveau supérieur. Ce qui explique que, plus le chef de ménage est instruit, plus le ménage est moins vulnérable aux maladies liées à l'insécurité alimentaire.

L'analyse de la figure 2 montre qu'en période de soudure, les ménages qui ont pour source de revenu l'agriculture ont une proportion élevée de ceux qui prennent un repas par jour (17%) et une proportion faible de ceux qui arrivent à prendre trois repas par jour (5%). Par contre 50% des salariés estiment prendre deux et trois repas par jour. Nous devons noter que les ménages qui ont les activités essentielles agricoles, sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Eu égard à tout ce qui précède, la taille du ménage, le niveau d'instruction et la source de revenu des chefs de ménages déterminent l'insécurité alimentaire des ménages dans la commune d'Aplahoué. Ces résultats confirment la première hypothèse de notre étude.

Par ailleurs, ces résultats concordent avec ceux de GARRETT and RUEL (1999). De par l'étude menée par ces auteurs au Mozambique, la grande taille des ménages est associée négativement au niveau de sécurité alimentaire. De même, selon des études de Beyene et

Muche, 2010 ; Bigsten et *al.* 2002), la taille du ménage a une influence négative significative sur la sécurité alimentaire de ce dernier.

Les résultats par rapport à l'effet du niveau d'instruction du chef de ménage ont été également obtenus par GARRETT and RUEL (1999). Selon ces auteurs, l'éducation est une importante variable qui détermine la sécurité alimentaire des ménages. Ainsi, les ménages ayant un chef instruit ont une grande chance de mieux gérer leur exploitation agricole à travers l'adoption de nouvelles pratiques agricoles qui peut permettre d'accroître leur niveau de production.

La source de revenu paraît également très importante dans le niveau de sécurité alimentaire d'un ménage. Selon nos résultats qui sont en phase avec ceux obtenus par Beyene et Muche, (2010), les petits producteurs qui dépendent seulement des activités agricoles ont un revenu inadéquat pour acquérir les inputs et faire face aux besoins de leur famille, sont en insécurité alimentaire.

## **1.2. Vérification de la deuxième hypothèse**

La deuxième hypothèse de notre étude est intitulée «l'insécurité alimentaire a des conséquences négatives sur la qualité de vie des ménages».

L'insécurité alimentaire n'est pas sans effets sur les conditions socio-économiques et sanitaires des ménages. Ainsi, 78% des ménages estiment que leurs revenus n'arrivent pas à couvrir les charges financières liées à l'alimentation contre 20% qui en disent le contraire. Parmi les 78%, 13% estiment qu'ils sont souvent confrontés à des maladies diarrhéiques, 8% le kwashiorkor, 4% le marasme, 41% le paludisme et 35% d'autres maladies telles que l'anémie.

L'analyse du tableau 10 montre que 68% affirment s'endetter en période de pénurie alimentaire pour faire face aux dépenses alimentaires. Egalement 8% sont confrontés à des problèmes d'exodes rural et d'abandons des classes par les enfants (8%) contre seulement 3% en ce qui concerne les vols. En outre 14% estiment qu'ils font face souvent aux conflits conjugaux qui ne sont pas sans conséquences sur la qualité de vie des ménages.

De tout ce qui précède, l'insécurité alimentaire a des conséquences négatives sur la qualité de vie des ménages. Ce qui confirme la deuxième hypothèse de notre étude.

## Paragraphe 2 : Recommandations

Au vu de ces résultats, des dispositions devront être prises afin de réduire l'insécurité alimentaire au niveau des ménages béninois en général et ceux de la Commune d'Aplahoué en particulier spécialement en ce qui concerne l'accessibilité aux denrées. Les actions viseront essentiellement à améliorer le pouvoir d'achat des ménages, soutenir la production agricole et favoriser l'éducation à tous les niveaux. A cet effet, nous proposons de :

- ✓ mettre en œuvre des politiques facilitant la création d'emplois de façon à garantir à tous un revenu suffisant pour la couverture des besoins alimentaires ;
- ✓ promouvoir dans certaines localités des activités de « vivres contre travail » où les personnes sont rémunérées en nature (produits alimentaires) ;
- ✓ encourager les ménages à pratiquer le petit élevage et le jardinage familial pour le renforcement de leur sécurité alimentaire ;
- ✓ sensibiliser les ménages exerçant dans le secteur agricole à ne plus brader leurs produits ;
- ✓ mettre à la disposition des ménages agricoles des produits de bonne qualité pour la conservation de leurs récoltes ;
- ✓ renforcer les capacités du personnel de base de l'ONASA dans les milieux ruraux;
- ✓ accroître davantage et améliorer l'offre scolaire à travers la construction et l'équipement d'écoles mais également la mise à disposition d'enseignants bien formés ;
- ✓ mettre sur pieds des modules d'alphabétisation pour les adultes et les responsables au niveau local ;
- ✓ promouvoir les activités de cantines scolaires pour les couches vulnérables où subsistent les difficultés d'accès à l'éducation ;
- ✓ octroyer aux couches vulnérables les microcrédits ;
- ✓ faciliter l'accès des producteurs aux intrants agricoles afin d'augmenter leur rendement grâce à des appels d'offre qui arrangent toute les parties ;
- ✓ encourager la diversification des produits agricoles ;
- ✓ faciliter l'acquisition des terres cultivables aux producteurs qui en expriment le besoin à travers une politique domaniale.

## CONCLUSION

Au Bénin en général et dans la Commune d'Aplahoué en particulier, la taille du ménage, le niveau d'instruction et la source de revenu du chef de ménage se révèlent être des déterminants de l'insécurité alimentaire. Nous avons remarqué que les ménages ayant un niveau d'insécurité alimentaire élevé sont ceux qui ont comme source de revenu l'agriculture, pauvre et dont la majorité des chefs de ménages est non instruit. Signalons que la taille du ménage a une faible relation négative linéaire sur l'insécurité alimentaire. Mais cette relation ne saurait être celle de cause à effet entre ces deux variables. De plus, l'insécurité alimentaire se ressent plus pendant la période d'avril à juin de l'année et rend vulnérable certaines couches sociales notamment les enfants et les femmes. Afin d'améliorer l'accès économique aux denrées alimentaires via une amélioration des conditions de vie des ménages, il faudra mettre un accent particulier sur la promotion de l'emploi et l'essor des secteurs d'activités notamment le secteur agricole qui doit être visé.

Avec la crise alimentaire actuelle, le nombre de personnes sous-alimentées explose. Il est urgent que les pays en développement qui sont les plus fragiles, assurent leur souveraineté alimentaire en développant leur agriculture. Car, l'agriculture est d'abord et avant tout une source d'aliments et secondairement un objet de commerce. L'agriculture ne doit pas seulement animer un négoce rentable grâce aux cultures industrielles. Elle doit également résoudre le problème de l'alimentation des populations. La capacité de production nécessaire pour nourrir l'ensemble des Béninois existe. Un intérêt plus accru devrait être donc porté à l'endroit des cultures vivrières comme début de solution aux questions d'autosuffisance alimentaire. Les efforts de diversification et de sensibilisation pour l'accroissement de la production des vivres doivent être poursuivis.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Atègbo E-AD. (1993). Food and nutrition insecurity on northern Benin: impact on growth performance of children and on year to year nutritional status of adults. Ph.D, dissertation, Wageningen, the Netherlands.
- Atègbo E-AD. (1998). Méthodologie de la planification des actions en nutrition et sécurité alimentaire. Cours FINSA (inédit).
- Atinmo T. (1983). Food problem and nutrition situation in Nigeria. Food and Nutrition policy Published by NIPPSS.
- Azoulay G, Dillon JC. (1993). La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies. Edition ACCT – Karthala, Paris, France, 296 p.
- Bairagi R. (1980). Is income the only constraint on child nutrition in rural Bangladesh? Bull WHO 58 : 67 – 72.
- Beyene, F. et Muche, M., (2010), Determinants of Food Security among Rural Households of Central Ethiopia: An Empirical Analysis, Quarterly Journal of International Agriculture 49 (2010), No. 4: 299-318
- Bigsten, A, B. Kebede, A. Shimelis and M. Tadesse (2002): Growth and Poverty Reduction in Ethiopia: Evidence from Household Panel Surveys. In: World Development 31 (1): 87-106.
- Briand Virginie, Manger au quotidien, la vulnérabilité des familles urbaines en Afrique (Paris : IRD-KARTHALA, 2008)
- Capo, (2008). Persistance de l'insécurité alimentaire à Klouékanmè : déterminants et impacts. Mémoire de licence, Faculté des Sciences de Santé/Université d'Abomey-Calavi, Bénin.
- Chambers, R. (1989). Editorial introduction: vulnerability, coping and policy, IDS Bulletin 20 (2).
- De Rose Laurie, Messer Ellen et Millman Sara, Who's hungry ? and who do we know? Food shortage, poverty, and deprivation (Tokyo: United Nations University Press, 1998)
- Desai P, Standard KL, Miall WE (1970). Socio-economic and cultural influences on child growth in rural Jamaica J Biosoc Science 2: 133 – 43.
- Devi YP, Geervani P. (1994). Determinants of nutrition status of rural preschool children in Andhra Pradesh, India. Food and Nutr. Bull 15 (4): 335 – 42.

Devi J. (1980). Gambian women: unequal partners in rice development project? *The J of dev. Studies* 17: 109 – 122.

DGAE (2009), Rapport sur les impacts des crises énergétique et alimentaire 2007-2008 sur le cadre macroéconomique et la pauvreté.

Elbushra HE. (1987). Epidemiology of diarrhoeal disease in Khartoum metropolitan area. *J of Tropical Pediatrics* 33: 315 – 18.

GARRETT, L.J. and M.T. RUEL (1999): Are determinants of rural and urban food security and nutritional status different? Some insights from Mozambique. In: *World Development* 27 (11): 1955-1975.

Gittelsohn J. Mookherji S, Pelta G. (1998). Operationalizing household food security in rural Nepal: *Food and Nutr Bull* 19 (3): 210 – 222.

Golay Christophe, « Crise et sécurité alimentaires : vers un nouvel ordre alimentaire mondial? », *Revue internationale de politique de développement* [En ligne], 1 | 2010, consulté le 21 mai 2012. URL : <http://poldev.revues.org/133>

Golay Christophe, *Droit à l'alimentation et accès à la justice* (Bruxelles : Bruylant, 2011)

Gopaldas T, Saxena K, Gupta A. (1983). Intra-familial distribution of nutrients in a deep forest-dwelling tribe of Gujarat, India. *Ecol Food Nutr* 13: 69 – 73.

Greiner T, Lathan MC. (1981). Factors associated with nutritional status among young children in St Vincent. *Ecol Food Nutr*. 10: 135 – 41.

Hassan N., Ahmad K. (1984). Intrafamilial distribution of food in rural Bangladesh. *Food and Nutr Bull* (4): 32 – 42.

Holmboe-Ottesen G., Wandel M. (1990). Household food security: application of a normative concept in research for planning of sustainable development. *Forum for Utvikingsstudier* 1 : 59 – 73.

INSAE, (2014). *Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA)*.

Josué de CASTRO (1961), *Le livre Noir de la faim, Economie et Humanisme*, Les Editions Ouvrières.

- Koukoui BLA. (1993). Evaluation de l'état nutritionnel des hommes âgés vivant dans la sous-préfecture Zè. Thèse d'Ingénieur Agronome FSA/UNB/Abomey-Calavi.
- Labonne M. (1985) problématique de l'autosuffisance alimentaire. (Inédit).
- Malthus TR. (1798). Essai sur le principe de population.
- Mc Loed J. (1985). A study of undernutrition, poverty and national developement in Jamaïca. PhD thesis. Mona, Jamaïca : University of the West Indies.
- Melville B. Williams M, Francis V, Laurence O, Collins L. (1988). Determinants of childhood malnutrition in Jamaïca. Food and Nutr Bull 10 (1): 43 – 48.
- Nago MC. (1998). Sécurité alimentaire et urbanisation. Cours FINSA (inédit).
- Rafiqul HC. (1984). Determinants of dietary intake and dietary adequacy for preschool children in Bangladesh. Food and Nutr Bull 6 (4): 24-33.
- Rawson I, Valverde V. (1976). The etiology of malnutrition among preschool children in rural Costa-Rica. J trop Pediatrie Env Child health 22: 12-17.
- Ryan JG, Bidinger PD, Prahlad Rao N, Pushpamma P. (1984). The determinants of individual diets and nutritional status in six villages of south India. Research Bulletin 7. International Crops Research of the semi-arid Tropics.
- Schultink JW, Klaver W, Van Wijk HP, Van Raaj JMA, Hautvast JGAJ. (1988). Seasonal influences on the energy balance of rural beninese. NSA/FSA/UNB.
- Sen AK (1984). Poverty and famines: an essay on entitlement and deprivation. Oxford : claredon Press.
- Sodjinou R, (2000). Evaluation du niveau de sécurité alimentaire des populations de la sous-préfecture de Dogbo : Analyse des déterminants et proposition d'un plan d'action. Mémoire d'ingénieur agronome. Faculté des Sciences Agronomique/Université d'Abomey-Calavi, Bénin.
- Staaaz JM, d'Agostino VC, Sundberg S. (1990). Measuring food security in Africa: conceptual, empirical, and policy issues. Am J Agric Econ 72 (3): 11-7.
- Tchinbadat F, Trèche S. (1993). In: S Trèche, B de Benoist, D Benbouzid, F delpeuch. (Eds). L'alimentation de complément du jeune enfant. Pp 177-188 - ORSTOM. Editions.

Valverde V, Mortorell R, Messia-Pivaral V, Delgado H, Lechtig A, Teller C, Klein RE, Martorell R. (1981). Income and growth retardation in poor families with similar living conditions in rural Guatemala. *Ecol Food Nutr* 10: 241-48.

Van Liere MJ. (1993). Coping with gousehold food insecurity: a longitudinal and seasonal study among the Otamari in north-western in Benin. PH.D dessertation, Wageningen Agricultural University, The Netherlands.

Zinzindohoué E. (2012). Etat des lieux de la sécurité alimentaire dans le département de l'Atacora (au Nord-Ouest du Bénin) et analyse des politiques publiques. Mémoire Master of Advanced Studies en Action Humanitaire, Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire de Genève.

Zohoun I. (1994). Troubles nutritionnels chez la mère et chez l'enfant. Cours FINSA. (Inédit)

Zonon J.O. (2011). Les déterminants de l'insécurité alimentaire au Bénin.

# ANNEXES

**Annexe1** : sources principales de revenu et consommation alimentaire

Sources principales de revenu	Un repas	Deux repas	Trois repas	total
Production agricole	17%	78%	5%	100%
Commerce	0%	75%	25%	100%
Artisanat	0%	0%	100%	100%
Salarié	0%	50%	50%	100%
Transformation des produits agricoles	0%	50%	50%	100%
Autres	0%	100%	0%	100%

**Annexe2** : niveau d'instruction et vulnérabilité à certaines maladies

Niveau d'instruction des chefs ménages	diarrhée	kwashiorkor	marasme	Paludisme	Autres : anémie	total
Non instruit	15%	7%	5%	38%	36%	100%
Primaire	13%	7%	7%	47%	27%	100%
Secondaire Général	27%	9%	9%	18%	36%	100%
Secondaire Technique	0%	0%	0%	100%	0%	100%
Supérieur	8%	8%	8%	67%	8%	100%

Annexe3 : coefficient de corrélation entre la taille du ménage et le nombre de repas par jour

**Correlations**

		TAILLEME NA	NBREREPA S
TAILLEME NA	Pearson Correlation	1	-,211*
	Sig. (2-tailed)		,035
	N	100	100
NBREREPA S	Pearson Correlation	-,211*	1
	Sig. (2-tailed)	,035	
	N	100	100

\*. Correlation is significant at the 0.05 level (2-tailed).

## Annexe 4 : Questionnaire

(A l'endroit des ménages victimes de l'insécurité alimentaire)

Nous sommes étudiants en troisième année en Economie Appliquée à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion. Dans le cadre de notre mémoire visant l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, nous procédons à une enquête et aimerions pour cette raison vous soumettre ce questionnaire auquel nous vous invitons à répondre en toute liberté. Merci pour votre participation.

Les renseignements contenus dans ce questionnaire sont confidentiels. Ils sont couverts par le secret statistique. Les résultats seront publiés sous forme anonyme.

### I- IDENTIFICATION

Date de l'enquête.....

N° d'ordre du questionnaire.....

Département.....

Commune.....

Arrondissement.....

Village.....

Nom et prénom de l'enquêté.....

Sexe : M  F

Age..... ;

Religion : Vodoun  Christianisme  Islam

Autres.....

Ethnie : Adja  Fon  Mina  Goun  Yoruba

Autres.....

Nationalité : Béninoise  Togolaise  Nigériane  Burkinabé

Autres.....

### II- PROFIL DES ENQUETES

Q1 : Quelle est la taille de votre ménage ?

< 3  3 – 5  6 – 8  9 – 12  >12

Q2 : Avez-vous été à l'école ? Oui  Non

Q3 : Si oui, quel est votre niveau scolaire ?

Primaire       Secondaire       Technique       Supérieure

Autres (à préciser) .....

Q4 : Existe – t- il des interdits alimentaires que vous respectez ? Oui  Non

Q5 : Si oui lesquels .....

Q6 : Quelles sont vos sources de revenus ?

Production agricole       Commerce       Artisanat       Salarié

Transformation de produits agricoles       Pêche       Autres (à préciser).....

Q7 : Avez- vous d'autres sources parallèles ou secondaires de revenus ? Oui  Non

Q8 : Si oui, quelles sont- elles ?.....

### III- PERIODE ET CIBLE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Q9 : Arrive-t-il des périodes de l'année ou vous avez des difficultés à vous nourrir convenablement ? Oui  Non

Q10 : Si oui, quelles sont ces périodes ?

Janvier à Mars       Avril à Juin       Juillet à Septembre       Octobre à Décembre

Q11 : Ces périodes arrivent-elles tous les ans ? Oui  Non

Q12 : Qui sont ceux qui souffrent le plus pendant ces périodes ?

Hommes       Femmes       Enfants       Tout le ménage

Q13 : Pourquoi ?.....

### IV- MANIFESTATIONS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Q14 : Vous arrive- t- il d'acheter les produits que vous produisez pendant la période de pénurie alimentaire ? Oui  Non

Q15 : Combien de repas prenez- vous pendant ces périodes de pénurie alimentaire ?

Un repas       Deux repas       Trois repas       Plus de trois repas

Q16 : Etes-vous rassasié après le repas ? Toujours  Parfois  Jamais

### V- FACTEURS COMPORTEMENTAUX ET SECURITE ALIMENTAIRE

Q17 : Connaissez- vous au cours de l'année des périodes d'abondance alimentaire ?

Oui       Non

Q18 : Si oui, comment sont gérées ces denrées lorsqu'elles existent ainsi en quantité abondante ?

Vente totale  Auto- consommation de la totalité des denrées

Vente partielle et stockage du reste pour consommation

Autres (à préciser).....

Q19 : Combien de repas prenez- vous par jour en temps d'abondance alimentaire ?

Moins de trois repas  Trois repas  Quatre repas  Quatre repas et plus

## VI- EFFETS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE SUR LES CONDITIONS SOCIO-ECONOMIQUES ET SANITAIRES DES MENAGES

Q20 : Ces revenus vous suffisent- t- ils à couvrir les charges financières liées à l'alimentation en période de pénurie alimentaire ? Oui  Non  Ne sait pas

Q21 : Quelles sont les maladies auxquelles vous êtes le plus confronté pendant ces périodes de pénurie alimentaire ?

Diarrhée  Kwashiorkor  Marasme  Paludisme

Autres (à préciser).....

Q22 : Quels sont les problèmes sociaux auxquels vous êtes confrontés pendant cette période de pénurie alimentaire ?

Endettement  Conflits conjugaux / troubles familiaux  Exode rural   
Abandon des classes par les enfants  Vol  Autres (à préciser).....

## VII- STRATEGIES DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Q23 : En cas de pénurie alimentaire, quelles sont les stratégies auxquelles vous avez recours ?

.....  
.....

Q24 : quelles sont selon vous, les actions qu'on pourrait mener pour éviter ces problèmes d'insuffisance alimentaire ? .....

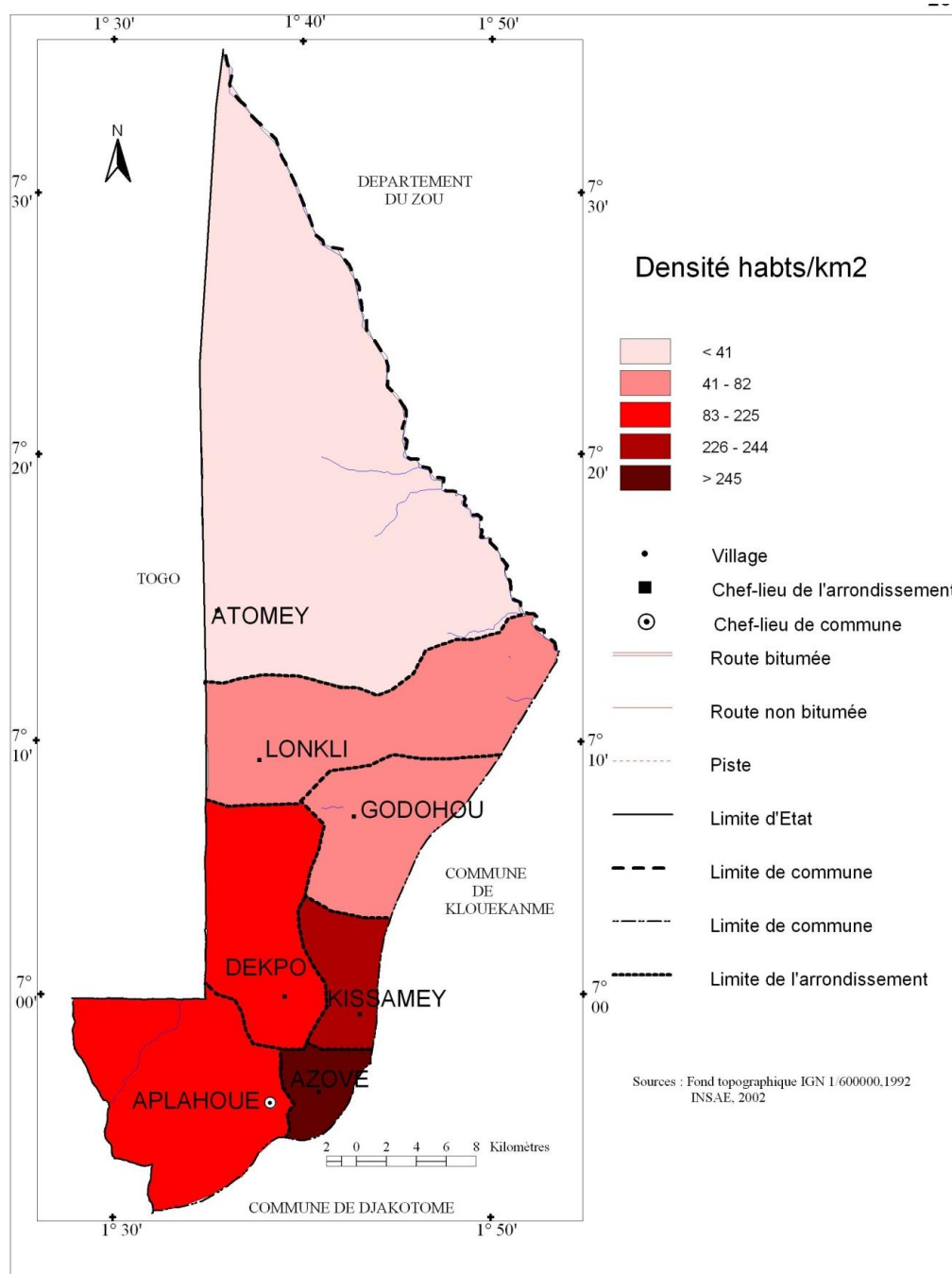
.....

Q25 : Qu'est-ce qui vous empêche de mener ces actions ? .....

.....

Q26 : De quelles interventions spécifiques souhaiteriez-vous bénéficier pour lutter contre l'insécurité alimentaire ?.....

**Annexe 5** : Carte de la Commune d'Aplahoué.



Source : Fond topographique IGN 1600000, 1992. INSAE, 2002

## TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	i
DEDICACES 1.....	ii
DEDICACES 2.....	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX .....	v
SIGLES ET ACRONYMES.....	vi
SOMMAIRE.....	vii
RESUME.....	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE CONTEXTUEL DE L'ETUDE.....	3
1.CONTEXTE DE L'ETUDE .....	3
2.DESCRPTION SOMMAIRE DU SECTEUR AGRICOLE.....	3
3.APERÇU SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE AU BENIN .....	5
3.1.Les dimensions de la sécurité alimentaire.....	5
3.2.Les disponibilités alimentaires au Bénin.....	6
3.3.Les dépenses alimentaires des ménages béninois.....	6
3.4.Diagnostic global de la sécurité alimentaire.....	7
CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	8
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE .....	8
PARAGRAPHE 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE L'ETUDE.....	8
A.PROBLEMATIQUE .....	8
B.Objectifs de recherche .....	10
C.Hypothèses de recherche .....	10
PARAGRAPHE 2: REVUE DE LITTERATURE .....	11
1.La sécurité alimentaire.....	11
2.Les types d'insécurité alimentaire.....	15
3.Les causes de l'insécurité alimentaire .....	16
4.Conséquences de l'insécurité alimentaire .....	19
5.Capitalisation des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire .....	19

SECTION 2 : METHODOLOGIE DE L'ETUDE .....	21
1.Choix de la zone d'étude.....	21
2.Echantillonnage.....	22
3.Recherche documentaire .....	22
4.Technique d'enquête.....	23
5.Technique d'analyse .....	23
6.Difficultés rencontrées.....	23
CHAPITRE 3: ANALYSE STATISTIQUE ET VERIFICATION DES HYPOTHESES .....	24
SECTION 1: ANALYSE STATISTIQUE.....	24
1.Caractéristiques socio-démographique et économiques des individus enquêtés .....	24
1.1.Répartition des enquêtés par sexe et par arrondissement .....	24
2.Caractéristiques économiques des enquêtés .....	25
2.1.Niveau d'instruction des chefs de ménages.....	25
2.2.Sources de revenu des enquêtés.....	25
3.Période et cible de l'insécurité alimentaire .....	26
3.1.Période de soudure .....	26
3.2.Personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire .....	27
4.Manifestation de l'insécurité alimentaire .....	28
5.Facteurs comportementaux et sécurité alimentaire .....	29
6.Niveau d'instruction du chef de ménage et sécurité alimentaire (maladies).....	30
7.Sources principales de revenu et consommation alimentaire.....	31
8.Taille du ménage et insécurité alimentaire.....	32
9.L'insécurité alimentaire et conditions socio-économiques et sanitaires des ménages.....	32
SECTION 2 : Vérification des hypothèses et recommandations .....	34
Paragraphe 1 : Vérification des hypothèses et synthèse du diagnostic de l'étude .....	34
1.Vérification des hypothèses.....	34
1.1.Vérification de la première hypothèse.....	34
1.2.Vérification de la deuxième hypothèse .....	35
Paragraphe 2 : Recommandations.....	36
CONCLUSION.....	37
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	38
ANNEXES .....	a
TABLE DES MATIERES.....	g